l'unité

N°72 - 2F50 Hebdomadaire socialiste 6 au 12 juillet 1973

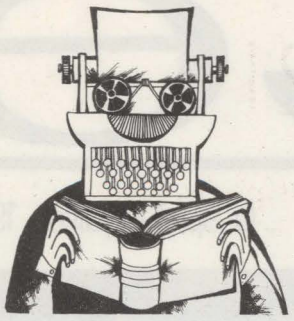
L'agonie de la mer

ATTENTION MINISTRE MECHANT



Coll. Fondation Jaurès

Au risque de vous plaire



Livres

ROMANS

*** Jean-Marie Magnan : A en mourir (Robert Laffont).**

On connaît surtout Magnan par ses essais sur Cocteau, sur Picasso et sur la tauromachie. Son premier roman, « Deux fois dans le même fleuve », se déroulait à Arles, sa ville natale. Le second s'y situe encore. Pendant la Résistance. Le « climat » fait le prix de ce livre.

*** Pascal Jardin : Guerre après guerre (Grasset).**

Talent d'un homme de trente-huit ans : il parvient à nous intéresser à des événements superficiels de sa vie, qu'il décortique avec pudeur, sarcasmes et une ambiguïté agaçante. De bons portraits, aussi. Sans plus.

*** Hélène Parmelin : le contrepitre (Christian Bourgois, éditeur).**

Visages d'augustes et paroles de clowns. Sketches et entrées de cirque. Figures sinistres, blafardes, où coulent des larmes de tendresse. Faces joyeuses où éclatent sourires et espièglerie. Hélène Parmelin, dans le domaine littéraire, faire vivre les clowns comme Picasso a su le faire dans sa peinture.

*** Geneviève Serreau : Ricercare (Denoël).**

Après des années de combats politiques et de « travail théâtral », Geneviève Serreau se livre à une introspection délicate et lyrique. Suite de regards flous : un asile de vieilles, une classe de fillettes, un banc public, une énigme policière ; autant de prétextes où l'auteur s'interroge sur son rapport intime avec le monde, avec les hommes.

*** Georges Perec : La boutique obscure (Denoël).**

Les rêves de l'auteur de « Les Choses ». Des objets, des signes, des fantaisies sexuelles. De-ci, de-là, une explosion significative à la mesure de la démence politique qui nous cerne : des visions de violence policière. Un procès-verbal de l'environnement pompidolien : voilà que les C.r.s. viennent forcer les portes de nos cauchemars !

*** Andrée Malvès : Clémentine ou l'amour flou (Mercure de France).**

Amants séniles. Amour de vieillards. Le ridicule affleure à chaque instant. Sans doute parce que l'auteur ne croit pas vraiment à la verdeur du troisième âge. Il serait pourtant plus d'un Victor Hugo pour le contredire...

ETUDES

*** Isabelle Jan : Alexandre Dumas romancier (Editions ouvrières).**

*** Maurice Bouvier-Ajam : Alexandre Dumas ou cent ans après (Editeurs français réunis).**

Dumas, romancier romantique ? Génie vilipendé par des critiques de second rang, il fut admiré par Hugo, Nodier, Gautier, Baudelaire, Delacroix et Proust ; forte de cet appui, Isabelle Jan analyse la production de Dumas en dépistant les thèmes du romantisme. Maurice Bouvier-Ajam confirme qu'il fut « un des chefs de file du romantisme » ; il y ajoute d'autres angles d'observation : Dumas au travail, Dumas et ses contemporains, Dumas et son engagement politique pour une « République sociale ». Les deux volumes doivent permettre de saisir toute la personnalité d'un auteur fécond.

TELEVISION

*** Alfred Willener, Guy Milliard et Alex Ganty : Vidéo et société virtuelle (Editions Tema).**

Les trois auteurs montrent ce que sera l'âge de l'après-télévision, au moment où se développe le système vidéo. Animateurs de ville, de quartier, d'immeuble, directeurs, collectivités, tous les groupes sociaux sont concernés par ces nouveaux procédés qu'illustrent clairement les exemples concrets choisis par les auteurs. Un enjeu capital : celui de la culture et de l'information.



Festivals

*** Les Nuits de Bourgogne (Dijon).**

Théâtre : « Les Sept contre Thèbes » d'Eschyle, le Théâtre de marionnettes de Bourgogne. Musique : l'organiste Michel Chapuis, la claveciniste Blandine Verlet.

*** Jeudis du Vieux-Colmar.**

Musique : l'Ensemble instrumental de Mulhouse joue Haendel, Teleman, Bach, Vivaldi et Corelli ; l'Orchestre de chambre de Pforzheim interprète Mozart, Webern, Haydn, Britten.

*** Festival international de Lyon.**

Musique au théâtre romain de Fourvière : « Roméo et Juliette » de Prokofiev ; théâtre : « Dracula » de Bram Stocker, par la Compagnie de la Mouche.

*** Festival du Marais (Paris).**

Théâtre : « Les rivaux d'eux-mêmes » de Goldoni, « Le roman de Renart », « Le Palais des merveilles » de Jules Cordière. Concerts : Teleman, Bach, Pachelbel à l'église Notre-Dame des Blancs-Manteaux ; Vivaldi à l'église Saint-Gervais.

*** Festival de Sceaux.**

Musique : l'Ensemble instrumental Les musiciens de Paris, le Trio Fischer.

*** Nuits d'été de Noirmoutier.**

Musique : concerts de l'Orchestre philarmonique des Pays de Loire.

*** Festival international de Gourdon-en-Quercy.**

Musique : récitals de piano par Sviatoslav Richter.

*** Festival de Saintes.**

Musique : musique anglaise, musique française de la Renaissance ; musique italienne ; musique folklorique.

*** Festival de Prades.**

Musique « La Passion selon saint Jean » de Bach, par l'Orchestre de chambre Waeslandia.

*** Festival de Carcassonne.**

Musique : Théodorakis, son orchestre et ses chanteurs. Danse : « Le lac des cygnes », par le London Festival Ballet. Théâtre : « Les Vilains » d'après Ruzzante.

*** Festival d'Avignon.**

Théâtre : « Onirocri » d'Antoine Bourseiller, « La Madone des ordures » d'André Benedetto, « Gaston D. » d'André Benedetto, début de « Théâtre ouvert » (pièces inédites). Musique : début du cycle d'orgue à Malaucène. Exposition : Picasso. Cinéma : le cinéma mexicain depuis ses origines.

*** Festival de Vaison-la-Romaine-Carpentras.**

Musique : l'Orchestre de Paris. Théâtre : le Théâtre du Chapiteau de Bordeaux et le Théâtre de recherche de Bruxelles.

*** Chorégies d'Orange.**

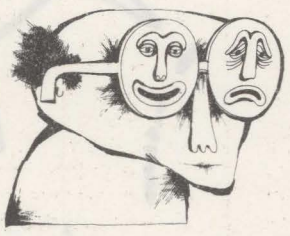
Opéra : « Tristan et Isolde » de Wagner, avec les chœurs de la New Philarmonia de Londres et l'Orchestre national de l'O.r.t.f.

*** Festival d'Aigues-Mortes.**

Musique : « La Passion selon saint Jean » de Bach, par l'Orchestre Saint-Nicolas de Belgique.

*** Musique dans la rue (Aix-en-Provence).**

Musique : journées Debussy, journées Couperin, journées Groupe des Six, journées Vivaldi — tous les concerts sont gratuits.



Théâtre

PARIS

*** Le Troglodyte (74, rue Mouffetard) : « L'Entreprise » de Guy Foissy et « Ciel, mon mari » de Francis Garnung.**

Les lecteurs de « l'Unité » connaissent bien Guy Foissy, qui a, occasionnellement, collaboré à la rubrique culturelle du journal. Sa dernière pièce est constituée par le monologue d'un employé de bureau : il fait la grève sur le tas, dans sa paperasse... et sème une jolie pagaille dans la maison ! Francis Garnung, lui, donne dans l'imaginaire : il met en présence une pierre et un bouchon et envisage de multiples situations, plus étonnantes les unes que les autres.

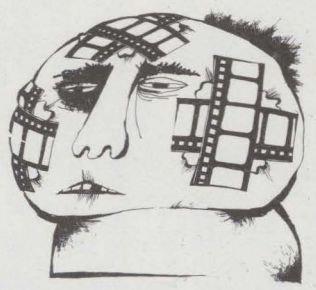
PROVINCE

*** Dijon (Palais ducal) : « Dom Juan » de Molière. Par le Centre dramatique national de Bourgogne, mise en scène de Michel Humbert.**

« La pièce de Molière, explique Michel Humbert, représente un jeu de forces qui convergent vers Dom Juan. C'est pourquoi nous avons imaginé un lieu scénique circulaire, à l'image du tourbillon qui engloutira le personnage ». Ne serait-ce que pour ce choix scénographique, le spectacle est à retenir.

*** Avignon (8, rue Sainte-Catherine) : « Miss Madona » par le Théâtre du Chêne noir. Mise en scène de Gérard Gélas.**

Le président d'une « République royale » cherche un nouveau numéro de télévision pour endormir et flatter son peuple. Madona, fille du cirque, fera-t-elle l'affaire ? Sous l'allégorie suinte notre triste réalité : qui donc commande des émissions à Guy Lux ou autres Pierre Bellemare ?



Cinéma

*** Robert Aldrich : Fureur apache (à partir de jeudi).**

Les Apaches sanguinaires, symboles vivants du Mal — sauf quand l'un d'eux joue les harkis dans la cavalerie U.s. — on croyait que ça n'existait plus dans le cinéma américain. Il faut croire que si. Il ne suffit pas que, vingt ans après, le Burt Lancaster de « Bronco Apache » se transforme en éclaireur blanc pour qu'Aldrich retrouve son souffle de l'époque. Ce western qui se laisse voir, sans plus, déçoit sous la signature de celui qui fut jadis l'un des meilleurs cinéastes américains. Tant qu'à faire, mieux vaut saluer la réédition, ce mois-ci, de « Règlement de comptes à O.K. Corral » (Sturges) et surtout de « Coups de feu dans la sierra », de Peckinpah — le premier des « westerns crépusculaires », et peut-être le meilleur.

*** Alfred Hitchcock : les 39 marches.**

Peut-être bien que quelques rides révèlent ici ou là les 38 ans de ces « 39 marches ». Mais pas assez pour gâter l'immense plaisir que procure cette reprise. Une des réalisations majeures de son auteur, éblouissante de précision d'écriture et surtout d'humour, et condensé de toute l'œuvre de Hitchcock.

Sommaire

4

Police :
Le boomerang
de Marcellin

6

Hôpitaux : Demi-
grève, double victoire

8

Korrigan : Qui
n'avait ja-ja-jamais
navigué

9

Chili : « Mano
dura, Presidente »

10

Helsinki : Un
continent en miettes

11

Portrait :
Une longue marche

13

Les bas-fonds de la
« nouvelle société »

15

Vacances : Adieu
les copains

Séjour gratuit pour
P.d.g. malins

16

Roissy : Pilotage
sans visibilité

17

Animation culturelle :
Druonnade
au Creusot

18

L'œil en coin :
Rosa la rouge

Télé-sélection

19

Document :
L'agonie de la mer

21

Les plages privées...
de scrupules

23

Mots croisés

24

Retour de Polynésie,
par Louis Besson

PHOTOS ET DESSINS

Barrigues (14, 19) Carlos Brito (page 11) Jean-Pierre Coureuil (pages 2, 20) Alain Durand (page 17) Keystone (pages 12, 13, 19, 20, 21) Pascal Lebrun (page 4) Luis Pueller (page 9) Sabadel (pages 7, 15, 22) Teich (page 10) U.p.i. (page 21) Vasco (page 18)

LES AMIS QU'ON MERITE

Ce régime est malade. Il y traîne comme des relents de fascisme. Et les mots ne viennent même plus y dissimuler les intentions et les actes. Après quelques autres, voici aujourd'hui le tour de Robert Galley.

Le ministre des Armées a son plan pour lutter contre toutes les délinquances : « La société se doit d'éliminer les éléments qui pourraient troubler son harmonie. L'idéal serait qu'elle le fasse **avant** et non après un **acte délictueux, car dans cette hypothèse** cela coûte très cher à la société ». Revoilà le régime des suspects et des arrestations préventives.

Galley, logique avec lui-même, s'est déjà donné les moyens de cette politique : il a nommé le général Bigeard, rescapé de Madagascar, comme gouverneur militaire-adjoint de la place de Paris.

Alger, c'était le bon temps. D'un côté la gégène, les fosses de chaux vive et les poignards des parachutistes ; de l'autre, les ratons, les melons, les bicots. Pour expliquer les camions militaires qui menaient à la mort des Algériens torturés jusque dans les villas des colonels, il y avait le régime des suspects. Pour légitimer le sang qui dégoulinait sur les vareuses joliment décorées de Massu et de Bigeard, il y avait les arguments imbéciles des Robert Galley du moment.

A Grasse, le programme de Galley et le passé du général Bigeard ont déjà conjugué leurs efforts.

Une soirée entière de ratonnades due à la Gendarmerie mobile, il y a trois semaines. M. le maire des parfumeurs, Hervé de Fontmichel, grand ami de l'hyper-réactionnaire et potentat local Jacques Médecin, a couvert de sa bénédiction les matraquages, les coups de pied dans les parties, les passages à tabac et les arrestations massives.

Allons... Ce n'était que des bicots, donc des suspects.

A Castres, les parachutistes du général Franco ont défilé dans les rues sous les bravos du maire U.d.r. de la ville, Jacques Limouzy. **Place** Beauvau, **le ministre de** l'Intérieur accueille, avec toute l'attention et le respect dus à leur rang, les représentants des polices espagnoles et portugaises.

Avec une parfaite bonne conscience, ce régime efface chaque jour un peu plus l'Histoire pour mieux se situer à droite.

Il réhabilite Paul Touvier et le régime de Vichy par la grâce présidentielle. Il appelle à de hautes fonctions les tortionnaires du peuple algérien.

A voir tant d'efforts, les petits chefs d'Ordre nouveau lui devaient bien un hommage. François Brigneau n'y a pas manqué vendredi dernier. Il a remercié les C.d.r. « qui ont eu l'honnêteté de publier un des rares communiqués qui nous soient favorables. » Et le rédacteur en chef de « Minute » a ajouté : « J'ai jadis fait des conférences avec Raymond Marcellin, il ne me trouvait à l'époque ni néo-nazi ni néo-fasciste ». Quand on connaît la fidélité de Brigneau à l'extrême droite, ce rappel historique explique bien des choses d'aujourd'hui.

Allons, dirigeants de la Ve République, encore un petit effort et vous referez votre « union sacrée », celle qui va de Vichy à la bataille d'Alger.

N. B.

Le boomerang de Marcellin

Après Royer, après Galley, après Druon, il était normal que Raymond Marcellin prenne le relais dans la marche vers l'ordre moral dans laquelle s'est engagé le gouvernement issu de l'« amère victoire » de mars. Fidèle à sa réputation, le ministre de l'Intérieur n'a pas fait le détail. Utilisant sans vergogne les fascistes d'Ordre nouveau, il a voulu à la fois faire taire les policiers qui s'interrogent sur le sens de leur mission et abattre la plus structurée des organisations gauchistes.

En dépit des apparences, il n'est pas sûr qu'il ait réellement atteint ces deux objectifs. Trop de questions sont maintenant posées sur cette soirée du 21 juin auxquelles il faudra bien qu'il apporte des réponses plus précises que celles fournies jusqu'ici. Mais le fait que le gouvernement lui ait donné raison, même si c'est a posteriori, et même si quelques ministres ont exprimé des réserves, souligne l'étendue de la menace qui pèse aujourd'hui sur nos libertés. Le Pouvoir ne se contente plus de dénoncer des complots imaginaires qui seraient fomentés à Moscou ou à Pékin. Il les fabrique de toutes pièces pour justifier la répression. On sait où cela a conduit en d'autres temps. La gauche, en tout cas, ne l'a pas oublié et c'est pourquoi, passant sur ses divergences, elle s'est tout entière mobilisée. Autant pour exiger la libération d'Alain Krivine que pour demander des comptes à Marcellin.

CLAUDE ESTIER

Inculpé par le juge d'instruction Alain Bernard d'infraction à la loi anti-casseurs, Alain Krivine, membre du Bureau politique de la Ligue communiste, a été incarcéré samedi à la prison de la Santé, au régime de droit commun. Il risque, en vertu de cette trop fameuse loi, une peine d'emprisonnement de trois mois à deux ans et une très lourde amende dans la mesure où on lui ferait porter la responsabilité des dégâts causés au cours de la soirée du 21 juin. L'organisation dont il était l'un des principaux dirigeants a été dissoute par le Conseil des ministres du 28 juin, en même temps que le groupe d'extrême droite Ordre nouveau dont les leaders, eux, sont libres. Il n'y a donc pas à s'y tromper : c'est, comme l'a souligné dans « le Monde » Pierre Viansson-Ponté, « la fausse symétrie, procédé bien connu et maintes fois employé ». Le procédé n'abuse personne.



Alain Krivine sortant du siège du Parti socialiste peu avant son arrestation.

Le soir du 21 juin, ce sont les militants d'Ordre nouveau en rangs serrés, que les gardiens des compagnies de district ont raccompagnés jusqu'à leur local de la rue des Lombards, après le meeting néo-nazi et raciste de la Mutualité. Et ce sont les contre-manifestants trotskistes ou maoïstes que d'autres gardiens pourchassaient à pied, en jeep et en moto à travers le Quartier latin *(voir notre précédent numéro)*.

Le Parti communiste, qui n'a jamais caché sa désapprobation pour les méthodes des organisations gauchistes, qui en combat l'orientation et les actes, considère la dissolution de la Ligue communiste et l'arrestation de plusieurs de ses dirigeants comme une « atteinte aux libertés de tous ». Et le Parti socialiste qui garde, lui aussi, sa totale liberté de jugement à l'égard des méthodes d'action gauchistes, déclare pour sa part : « La dissolution de la Ligue communiste est une nouvelle atteinte aux libertés démocratiques. En la plaçant sur le même plan que le mouvement fasciste Ordre nouveau, le gouvernement pratique une symétrie qui a pour seul but d'abuser l'opinion. » Devant ce que la C.f.d.t. considère comme « une nouvelle escalade dans l'atteinte aux libertés », le meeting de mercredi soir au Cirque d'hiver, avec la participation notamment des représentants du P.s., du P.s.u., du P.c., du Mouvement des radicaux de gauche, d'Objectif socialiste, de la C.g.t., de la C.f.d.t., de la Fen et de la Ligue des Droits de l'Homme, a montré que la gauche tout entière refuse le durcissement du régime et les diktats du premier flic de France : Raymond Marcellin.

Car l'interdiction de la Ligue communiste et l'emprisonnement de Krivine ne sont pas des actes isolés, mais bien un pas de plus vers une nouvelle forme d'ordre moral déjà maintes fois dénoncée ici. De cette évolution, l'actuel ministre de l'Intérieur est l'un des responsables, et aussi l'un des principaux instruments. Les policiers eux-mêmes le disent : on amène la police à renoncer de plus en plus à ses missions traditionnelles pour se consacrer à la surveillance et la répression politiques.

« Nous sommes là pour protéger les libertés publiques, et non pour les abolir ou les brimer », a tenu à préciser, au congrès des policiers en tenue, Gérard Monate, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de policiers, qui regroupe plus de 70 % des policiers français. « Nous ne voulons pas être l'arme du Pouvoir contre la classe ouvrière », ont déclaré de leur côté les policiers C.f.d.t. lors de leur congrès d'Aubervilliers. Ce sont ces mêmes policiers qui viennent de révéler qu'il s'est passé des choses étranges, le 21 juin, du côté de la Mutualité.

La Fédération autonome a rassemblé, grâce aux témoignages de ses adhérents qui se trouvaient ce jour-là sur le terrain, un épais dossier dont Monate a transmis les conclusions au nouveau préfet de police, Jean Paolini, qui est entré en fonction lundi : « Des incohérences ont été relevées dans l'organisation du service d'ordre le 21 juin,



a déclaré Monate. Il s'agit de savoir si ces incohérences étaient volontaires ou involontaires ». S'agit-il, en d'autres termes, d'une série de hasards ou de maladresses, ou bien d'une machination, d'une manipulation dont les policiers auraient été les victimes ?

"On en reparlera"

Les faits, il faut le dire, sont troublants. « En plusieurs points, raconte un policier, des fonctionnaires ont été engagés dans des conditions très défavorables : mauvais placement, effectifs insuffisants, consignes floues ou tardives, informations erronées. Ces conditions d'engagement incroyables leur ont fait courir des risques inutiles. Il y a eu plus de 70 blessés, ce soir-là, dans les rangs des policiers et nous savons que si des fautes n'avaient pas été commises, le bilan aurait été beaucoup moins lourd. Tout s'est passé en fait comme si on avait voulu envoyer les policiers au massacre. »

Les exemples de ces incongruités ne manquent pas. Plusieurs jours avant la manifestation, les Renseignements généraux avaient été informés de la résolution des contre-manifestants. Il était prévisible que le meeting d'Ordre nouveau provoquerait des réactions violentes. Il n'a pourtant pas été interdit. Pourquoi ? « Il se déroulait dans une salle close », a répondu lundi, à Actuel 2, Pierre Messmer. Ordre nouveau a annoncé l'autre semaine d'autres meetings, à Marseille et à Saint-Etienne notamment. Ils ont cette fois été interdits. Pourtant, ils se déroulaient aussi dans des salles closes. Alors ? N'avait-on plus besoin d'occasions de provocation, après celle de la Mutualité ?

Le jour même de la manifestation, rien n'a été entrepris pour empêcher les contre-manifestants de se rassembler. Il y avait pourtant au Quartier latin 2 500 policiers et gendarmes mobiles. Un hélicoptère survolait en permanence le secteur et surveillait les déplacements des groupes dans la rue. Des fonctionnaires des Renseignements généraux, infiltrés dans plusieurs organisations, connaissaient les points de rassemblement. Si la police l'avait voulu, elle aurait donc pu, comme elle l'a souvent fait, empêcher les manifestants de se rassembler. Elle ne l'a pas fait. Pourquoi ?

Vers 19 h, c'est-à-dire une dizaine de minutes avant les premiers affrontements, un message a été diffusé sur le réseau radio des unités de police : « Rien à signaler. Aucun affrontement à craindre dans l'immédiat. » Il a fallu attendre 19 h 45 pour qu'un appel à tous les chefs de secteur annonce que 500 manifestants étaient rassemblés près de la station de métro Censier-Daubenton. Ce qui signifie que, pour une fois, les informations circulaient lentement, très lentement dans la police. Pourquoi ? Des policiers qui se trouvaient dans le secteur de la rue Monge ont manqué de grenades pendant les affrontements. Le « ravitaillement » est arrivé en retard, les grenades n'étaient pas celles qu'ils avaient demandées : il fallait disposer d'un couteau pour pouvoir les extraire de leurs enveloppes de plastique. Pourquoi ?

« Il est impensable, estime Louis Trohel, responsable du syndicat C.f.d.t. de la police, que les Renseignements généraux aient ignoré l'ampleur de la manifestation. On sait qu'une affaire de cette importance provoque des réactions. Les policiers ne pouvaient pas supposer qu'on n'ait pas pris plus de précautions. »

C'est également l'avis de Monate : « Le 9 mars 1971, déjà, à l'occasion du meeting d'Ordre nouveau à la porte de Versailles, les manifestants gauchistes avaient parcouru toute la longueur du boulevard Lefebvre, en passant devant d'importantes forces de police impassibles, pour venir se heurter près du Palais des sports à un barrage très léger. Trop léger puisqu'il y avait eu beaucoup de blessés parmi les policiers. Nous nous étions étonnés que rien n'ait été tenté pour les arrêter entre la porte de Vanves et la porte de Versailles. Ce n'était pas normal. Vous comprendrez d'autant mieux, dans ces conditions, que les policiers n'aient pas admis ce qui s'est passé la semaine dernière au Quartier latin et exigent des explications. Ils ont l'impression d'être tombés dans un traquenard. Le 9 mars 1971, les autorités pouvaient à la rigueur invoquer l'effet de surprise. Cette fois-ci, ce ne sont plus des erreurs d'appréciation, mais des fautes. De toute façon, c'est une affaire dont on reparlera. »

Bête noire

Pourquoi ce traquenard, si traquenard il y a ? Pour répondre à cette question, il faut se souvenir du climat qui règne dans la police depuis plusieurs années, et en particulier depuis quelques mois. L'énorme majorité des policiers ont fait savoir, on l'a vu, à l'occasion de leurs congrès, tout le mal qu'ils pensaient de la conception de l'ordre de Marcellin. Dans le même temps, le ministère de l'Intérieur n'a pas dissimulé sa sympathie pour les thèses du syndicat policier d'extrême-droite, véritable C.f.t. en uniforme, le Syndicat indépendant de la police nationale, héritier idéologique du fameux commissaire Dides et du préfet Baylot.

La coexistence dans la police de ces deux courants, l'un — largement majoritaire — considérant que Marcellin est trop répressif, l'autre — minoritaire, mais soutenu par certains responsables — qui estime qu'il ne l'est pas assez, a créé dans les rangs des policiers des remous que le ministre de l'Intérieur aimerait bien apaiser le plus rapidement possible — surtout si la durée du mandat présidentiel est ramenée de 7 à 5 ans, ce qui ferait de 1974 une année électorale. Pour certains policiers, il n'est pas exclu que des responsables de l'ordre aient voulu utiliser la soirée du 21 juin pour provoquer des affrontements très violents, justifier la politique dure de Marcellin et tenter de rétablir, autour des 70 policiers blessés, l'union sacrée derrière le ministre. Ce n'est bien entendu qu'une hypothèse, mais les faits s'accordent si bien avec cette hypothèse qu'on doit se poser la question et que les policiers eux-mêmes, qui sont les premiers intéressés et les mieux informés en l'occurrence, se la posent (1).

La dissolution de la Ligue communiste ne serait-elle alors qu'un épisode, somme toute accessoire, de cette machination ? On peut en douter. Au cours de la conférence de presse qu'il a donnée, le jour de son arrestation, dans un local du Parti socialiste, Krivine a déclaré : « Il s'agit de faire payer à la Ligue le rôle qu'elle a joué dans toutes les luttes récentes ». On peut seulement s'étonner que les responsables de la Ligue n'aient pas pris davantage de précautions face à la provocation montée contre leur organisation qui est, en effet, l'une des bêtes noires du ministre de l'Intérieur.

Son ancêtre, la Jeunesse communiste révolutionnaire (J.c.r.), créée en 1966 par un

→

Le boomerang de Marcellin

→

groupe exclus de l'Union des étudiants communistes, avait été dissoute, en même temps que d'autres organisations d'extrême gauche, le 12 juin 1968. Le ministère de l'Intérieur estimait qu'elle avait joué un rôle important dans les événements de Mai. La J.c.r., en effet, avait été l'une des organisations les plus actives et les plus dynamiques de cette période. A la fin de 1968, plusieurs groupes s'étaient rassemblés autour de l'hebdomadaire « Rouge » et, en avril 1969, était née la Ligue communiste dont les leaders les plus connus sont Alain Krivine, Henri Weber et Daniel Bensaïd. Cette organisation, section française de la IVe Internationale, a pour objectif de « travailler à la construction d'un parti révolutionnaire de type léniniste ». Aux élections présidentielles de 1969, la Ligue avait présenté son candidat, Krivine ; aux dernières législatives, elle a présenté, en liaison avec Lutte ouvrière, 92 candidats.

Depuis sa création, la Ligue communiste « s'était peu à peu affirmée, selon « le Monde », comme la principale formation de la nouvelle extrême gauche révolutionnaire. » Solidement organisée, elle a été beaucoup plus difficile à pénétrer que d'autres organisations, notamment maoïstes, par les indicateurs du ministère de l'Intérieur. C'est tout cela que Marcellin ne pouvait admettre.

Il ne cachait pas, depuis quelques mois, qu'il voulait la peau de la Ligue : il l'a eue. Ce qui n'est pas considéré par tous les membres du gouvernement comme une brillante opération politique : au cours du Conseil qui a décidé la dissolution de la Ligue, plusieurs ministres n'ont pas caché qu'ils trouvaient cette mesure maladroite et inopportune. Calmer la police était pour eux nécessaire, mais suffisant. La dissolution de la Ligue a créé dans l'opinion publique, et en particulier au sein de la gauche, un mouvement de sympathie dont ils se seraient bien passé. Il n'est pas inutile de remarquer, cependant, que ces « sages » étaient nettement minoritaires au Conseil et qu'une fois de plus c'est la solution dure, c'est-à-dire la répression, qui a été choisie.

Aujourd'hui, Marcellin est inquiet. Et il se demande si ce n'est pas sous son fauteuil que va éclater cette machine infernale dont il a allumé la mèche. La manifestation devait apaiser la police. La police est en colère. La dissolution de la Ligue communiste et l'arrestation de Krivine devaient à la fois épouvanter et rassurer les Français, isoler l'extrême gauche. Toutes les organisations de gauche, P.c.f. compris, ont dénoncé ces mesures, manifesté leur solidarité. Quant aux Français, bon nombre d'entre eux sont sur la route, l'œil rivé à leur compteur de vitesse. Et ce ne sont pas des gauchistes dont ils ont peur, mais des gendarmes.

MICHELE BACKMANN

(1) Cette affaire confirme la thèse soutenue par Casamayor dans son livre « La police », dont nous avons précisément publié des extraits dans notre numéro du 15 juin.

Demi-grève, double victoire

De notre envoyée spéciale

C'est une drôle de grève qui vient de prendre fin dans les centres hospitaliers de la région lyonnaise. Une drôle de grève avec de drôles de grévistes. En effet, un bon nombre d'entre eux ont fait la grève sans arrêter de travailler. Dans ces conditions, savoir combien ils étaient n'est pas chose facile : 50 % des 12 000 agents hospitaliers de la région, disent les syndicats. Les grévistes, quant à eux, se sentaient nombreux et forts. Après l'échec de leur mouvement de février, ils étaient déterminés à ne pas laisser la victoire à l'administration. Et quatre semaines après le début du second conflit, un protocole d'accord satisfaisant leur était proposé. Une vraie victoire, comme on n'en a pas vu beaucoup dans le secteur hospitalier. Même si les jours de grève ne sont pas payés : « Ce n'est pas une question d'argent, c'est une question de principe », n'a pas craint de déclarer l'administration à des grévistes préoccupés par leur loyer et leurs factures impayées.

Qu'ils aient, malgré tout, assuré les services essentiels, l'administration n'a pas voulu le savoir, renforcée dans sa position de « principe » par l'attitude des non-grévistes qui auraient laissé entendre en termes à peine voilés, aux dires de la direction, qu'ils se mettraient en grève à leur tour si les jours de grève étaient payés aux grévistes. « Intox » patronale, demi-vérité ? N'importe : « Ces jaunes, ils me dégoûtent ! s'indignait une aide soignante. Est-ce que nous, on va demander qu'ils ne profitent pas des avantages obtenus par notre grève ? »

1700 postes

Les syndicats C.g.t. et C.f.d.t. ont tout de même obtenu des aménagements suffisamment souples pour que les grévistes ne soient pas lourdement pénalisés : les salaires de juin seront versés, et les heures de grève remboursées petit à petit après les vacances.

Quant aux avantages obtenus, ils sont substantiels. Et le problème de leur extension à tous les hospices civils de France ne va pas tarder à se poser. La direction a pris, en effet, plusieurs engagements. Notamment, pour mettre en application la semaine de 40 heures en cinq jours « dès que possible », 800 postes vont être affectés au renforcement de services déjà existants, au lieu de l'être — comme cela était prévu au 1er janvier 1973 — à l'ouverture de nouveaux services. Et 900 postes supplémentaires seront débloqués le 1er janvier 1974 pour permettre l'ouverture de ces nouveaux services. « Nous n'avons aucun contrôle sur l'embauche du personnel, reconnaît une syndicaliste C.f.d.t. C'est pourquoi il faudra beaucoup de vigilance pour nous assurer que la direction fait le nécessaire afin de pourvoir ces 1 700 postes le plus vite possible. »

Tant de draps à l'heure

Les grévistes ont également obtenu une revalorisation très sensible du travail de nuit, du dimanche et des jours fériés. De 40 centimes, la prime de nuit passe à 1 franc de l'heure. Les dimanches et jours fériés seront dorénavant payés en heures supplémentaires, et non plus comme une journée ordinaire avec 2 heures payées en plus en guise de gratification. Concrètement, ce gain élève l'indemnité dominicale de 6,67 F à 13,34 F pour les plus basses catégories de personnel, et de 19,44 F à 32,42 F pour les plus hautes. S'ajoutant à un salaire d'embauche de 949 F par mois pour un agent de service, ou de 1 383 F par mois pour une infirmière diplômée, on comprend mieux l'importance de cette revalorisation.

Enfin, les grévistes ont reçu l'assurance que la prime annuelle de service ne serait plus diminuée suivant leur note ou le nombre de jours d'absence : pour une maternité, ou une hépatite virale contractée en service, une infirmière pouvait voir sa prime diminuée de moitié.

Ces quatre semaines de revendication aboutissent à une double victoire : plus de personnel et un personnel mieux payé. Tous les grévistes en étaient convaincus en votant, à l'unanimité, la reprise d'un travail qu'ils n'avaient pas quitté.

« Mais c'est surtout dans les couloirs, entre nous, que la grève a changé quelque chose, raconte une infirmière de l'hôpital Edouard-Herriot. Au début de la grève, nous connaissions quelques personnes du même service que nous, et de la même qualification. Maintenant, on se connaît mieux entre catégories de personnel différentes. J'ai découvert qu'à la buanderie des ouvrières travaillaient au rendement : tant de draps à l'heure, et continuellement dans la buée !

Les agents de service — ceux qui balaient — les « cheftaines » et les ouvriers professionnels de tous les corps de métier, du charcutier au plombier, en passant par le maçon, on s'est tous serré les coudes. Maintenant, plus question de trembler par peur d'une réflexion pour une seconde de retard ou une absence sans la justification médicale obligatoire. On veut faire notre boulot correctement, tous ensemble — et la grève a prouvé que nous étions tous indispensables dans

le Citoyen de Paris
JUIN - JUILLET est paru
Kiosques et libraires : 1 F.
La communalisation des arrdts. — Un dossier : La « qualité » des vacances.
Les dessous du Conseil de Paris, etc.

notre secteur — sans être terrorisés par une direction toute puissante. »

Il est vrai que l'hôpital est un milieu très particulier : on y travaille sur et pour la santé des gens. Là, réside sans doute l'une des grandes ambiguïtés des professions hospitalières. Autrefois assuré par de bonnes œuvres charitables, le domaine de la santé paraît, aujourd'hui encore, relever du dévouement et de l'abnégation totale. Les revendications syndicales, qui ne choquent pas dans d'autres entreprises, semblent presque saugrenues, autant qu'une grève à la Grande-Chartreuse. C'est un fait qu'on n'arrête pas de soigner des malades comme on arrête les grandes presses des usines Renault. Ce qui explique la difficulté et le nombre dérisoire de grèves dans ce secteur, et la faible proportion de personnel syndiqué.

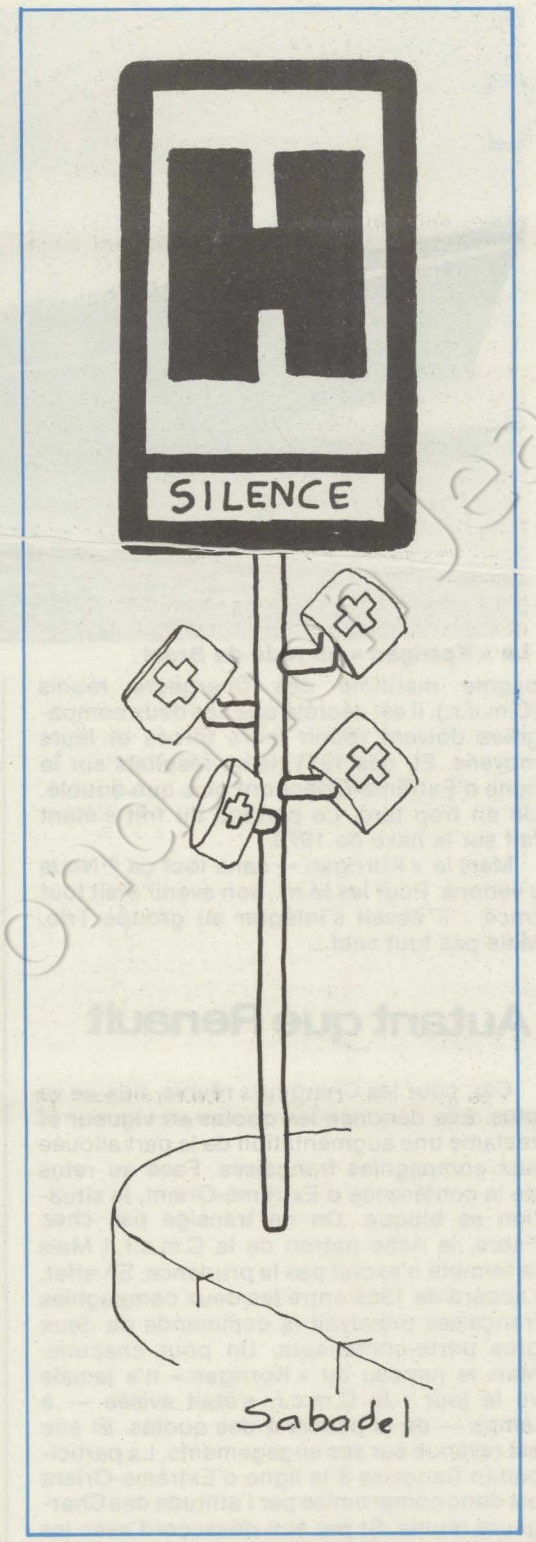
Les grévistes de la région lyonnaise ont vécu toutes ces contradictions, comprenant combien on exploitait leur dévouement et leur « vocation », réalisant aussi qu'ils ne pouvaient faire payer leur « ras-le-bol » aux hospitalisés.

Comme il fallait tout de même un moyen de pression sur l'employeur, ils ont fait une demi-grève : tous les secteurs d'urgence ont fonctionné normalement. Dans les autres services, le nettoyage, le changement des draps, les toilettes n'ont pas été assurés aussi régulièrement que d'habitude. Certains malades, peu atteints, s'en sont plaints ; en revanche, les grévistes ont reçu de nombreux témoignages de soutien venant de malades. « C'est pour nous que vous vous battez, en vous battant pour de meilleures conditions de travail. Tenez bon », écrivait l'un d'eux.

Car les malades ne confondent pas la préoccupation du personnel soignant avec la froideur clinique des grands patrons à côté desquels, les autres, les infirmières, les agents de service forment la masse informe du « personnel », qui est là pour les décharger de toutes les besognes trop peu scientifiques pour eux. « Quand on sait qu'un patron passe deux heures au maximum dans son service, et que le reste du temps c'est nous qui faisons tout marcher, cela fait tout de même mal au cœur de se voir traiter de quantité négligeable », assure le chef d'un service d'urgence médicale à l'hôpital Edouard-Herriot.

400 malades la nuit

Etre mal payée, avec des horaires trop lourds parce que trop remplis, des nuits supplémentaires qu'on ne peut refuser, trois week-ends par mois et un mari seul qui attend à la maison, c'est déjà dur. Bénéficier de 115 places seulement de crèches ouvertes à leurs heures de travail — de 6 h 30 pour celles du matin jusqu'à 21 h 30 pour les équipes du soir — alors qu'elles sont une majorité écrasante de femmes, c'est vraiment peu. Mais, de surcroît, travailler sans que son travail soit apprécié ni même reconnu, face à l'indifférence — voire au mépris — du médecin, c'est vraiment trop.



Voilà pourquoi 70 % des infirmières abandonnent leur métier dans les cinq premières années d'exercice.

Dans les hôpitaux publics, le ministère de la Santé reconnaît qu'il y a 10 000 postes vacants. Pourtant, les infirmières diplômées ne manquent pas. Chaque année, nombreuses sont celles qui s'attaquent aux deux années d'études avec le désir de pratiquer un métier qu'elles aiment. « On n'a même pas le temps d'être gentille avec les malades », se désole une infirmière de l'hôpital de la Croix-Rousse. Pour la plupart d'entre elles, le contact avec le malade est aussi important que la qualité du soin donné. Devant l'impossibilité de pratiquer leur métier comme elles le souhaitent, elles partent dégoûtées, épuisées physiquement et moralement.

Depuis novembre 1972, un service de 30 lits en chirurgie cardiaque ne fonctionne pas à cause du manque de personnel. Dans le même hôpital cardiologique tout neuf, et pour la même raison, un service de neurochirurgie a fermé pendant l'hiver et un service intensif de 6 lits n'a jamais été ouvert.

Gare à la contagion

Pendant ce temps, les infirmières sont très inégalement réparties : nombreuses dans les services hautement spécialisées, elles sont surchargées de travail et de responsabilités dans les autres services. Une seule infirmière pour 80 malades — voire 400 malades la nuit — est chose courante.

Voilà pourquoi la grève a éclaté à l'hôpital Jules-Courmont de Lyon le 28 mai. Une grève précédente du même personnel avait échoué trois mois auparavant. Tous savaient qu'il est difficile de toucher l'opinion et les malades sans risquer de devenir très vite impopulaire. En plus, au bout d'une semaine, le syndicat F.o. les abandonnait après des propositions de la direction jugées dérisoires par les grévistes.

Et pourtant, la grève a duré un mois, s'est étendue à tous les hospices civils de Lyon, à l'hôpital psychiatrique du Vinatier. Une clinique privée fit même une heure de grève pour manifester son soutien aux grévistes.

En dernier ressort, un fait a sans doute joué un rôle important dans la victoire des grévistes : le conflit des hospitaliers de Lyon risquait de déborder largement le cadre de leur propre revendication. Quand ils se sont attaqué au secteur privé des hôpitaux publics et à la rentabilisation systématique de la maladie au profit d'intérêts particuliers, ils se sont aventurés sur un terrain jugé dangereux par l'administration. N'allaient-ils pas, en effet, décider d'organiser une opération « portes ouvertes » sauvage et de révéler aux visiteurs les vraies plaies de l'hospitalisation publique ? Une telle opération aurait été redoutable. Il fallait d'urgence traiter ce cas isolé avant que la contagion ne gagne d'autres régions.

CHRISTINE COTTIN

Qui n'avait ja- ja- jamais navigué...

Le scandale du « Korrigan », immobilisé à Brest, sans avoir jamais navigué, c'est comme la pointe d'un iceberg. La petite partie visible de quelque chose de beaucoup plus important : l'absence de toute politique française de la marine marchande. Et les péripéties du beau cargo illustrent clairement les dimensions et le danger de cette attitude.

Tout commence en 1970. La compagnie des Messageries maritimes (M.m.) passe alors commande du porte-conteneurs « Korrigan ». Entreprise nationale, les M.m. ont obtenu l'accord du pouvoir de tutelle : le ministère des Transports. Deux ans plus tard, la merveille est achevée. Pour 19 milliards d'anciens francs. Long de 289 mètres — c'est le plus gros cargo français — et entièrement automatique, il est prêt à appareiller. Les 35 membres de l'équipage ne cachent pas leur fierté. Ils ont tort ! ils n'ont jamais pris la mer. Car faute d'accord entre armateurs, le navire est remisé. Et cette situation, depuis le 17 avril dernier, n'a pas évolué d'un pouce : le cargo neuf reste sans emploi ! Or son immobilisation coûte, outre le manque à gagner, des dizaines de milliers de francs actuels chaque jour.

Les données du problème sont, il est vrai, assez complexes. Les armateurs du monde entier, regroupés dans des conférences internationales d'armement, ont l'habitude de se partager le frêt sur les grandes lignes maritimes. Inutile de parler de concurrence : on ne se mange pas entre requins. Et l'avènement des porte-conteneurs a renforcé le caractère impératif des quotas ainsi fixés.

Pour la France, la part est maigre. En 1971, la conférence maritime d'Extrême-Orient lui alloue généreusement 2 % du frêt sur la ligne Japon-Europe du Nord ; cet accord repose sur les performances réalisées l'année précédente, sur ce parcours, par les différentes compagnies. Il n'y a pas de quoi pavoiser. Surtout quand on songe que la ligne d'Extrême-Orient a été fondée par les M.m. Au siècle dernier, il est vrai. Depuis cette époque, les choses ont changé. Tandis que les armateurs français profitaient sans danger du monopole avec les colonies, leurs concurrents étrangers se sont modernisés. Délaissant les cargos classiques, ils s'intéressent depuis longtemps aux porte-conteneurs. C'est qu'un seul d'entre eux remplace sept cargos classiques. Plus coûteux à l'achat, les porte-conteneurs le sont moins à l'entretien. De plus, ils limitent les manipulations, les risques de vol ou de dégradation des marchandises. Aussi, on en compte déjà 25 sur la ligne du Japon. Et, bien entendu, aucun n'est français. Dix-sept d'entre eux appartiennent au groupe Trio — composé d'Anglais, d'Allemands et de Japonais — et les sept autres sont la propriété du Scandutch — groupe des Suédois, des Danois et des Hollandais.

Endormis sur leurs lauriers, les armateurs français ont fini par se ressaisir. En 1969 ! Par un accord passé entre les M.m. et la Compagnie maritime des Chargeurs réunis (C.m.c.r.), il est décrété que ces deux compagnies doivent réunir leurs forces et leurs moyens. Et, dès 1971, leurs résultats sur la ligne d'Extrême-Orient ont plus que doublé. Un an trop tard. Le partage du frêt s'étant fait sur la base de 1970.



Le « Korrigan » en rade de Brest.

Mais le « Korrigan », dans tout ça ? Nous y venons. Pour les M.m., son avenir était tout tracé : il devait s'intégrer au groupe Trio. Mais pas tout seul...

Autant que Renault

Car, pour les Chargeurs réunis, rien ne va plus. Elle dénonce les quotas en vigueur et réclame une augmentation de la part allouée aux compagnies françaises. Face au refus de la conférence d'Extrême-Orient, la situation se bloque. On ne transige pas chez Fabre, le riche patron de la C.m.c.r. ! Mais la fermeté n'exclut pas la prudence. En effet, l'accord de 1969 entre les deux compagnies françaises prévoyait la commande de deux gros porte-conteneurs. Un pour chacune. Mais le jumeau du « Korrigan » n'a jamais vu le jour : la C.m.c.r. s'était avisée — à temps — de la pauvreté des quotas. Et elle est revenue sur ses engagements. La participation française à la ligne d'Extrême-Orient est donc compromise par l'attitude des Chargeurs réunis. Et par son désaccord avec les M.m. Les syndicats réclament une entente entre les deux compagnies. Timidement, l'autorité de tutelle leur emboîte le pas. En vain.

Les M.m. sont finalement autorisées à négocier seules avec le Trio. C'est alors celui-ci qui refuse toute négociation avec les seules M.m., car il exige la présence de la C.m.c.r. à leurs côtés. Voilà la situation de nouveau bloquée, et le « Korrigan » aussi. Et cela peut durer encore longtemps : la C.m.c.r. n'est pas pressée. Elle exploite tranquillement sa flotte de cargos classiques. Sans compter qu'elle n'est pas mécontente de voir les M.m. courber l'échine sous les frais d'immobilisation du « Korrigan ». Concurrence oblige. Mais il y a un hic : lassées, les M.m. envisagent de se séparer du porte-conteneurs. Avant même de l'avoir utilisé. Merveilles du capitalisme !

L'affaire prêterait à rire si elle n'était si sérieuse. Car, derrière toutes ces manœuvres, c'est l'avenir de la flotte française qui est en train de se jouer. Déjà, celle-ci subit une lente dégradation, elle n'occupe plus que le onzième rang dans le monde. Mais ce n'est pas tout. Alors que les commandes prévues par le VIe Plan accusent un grave retard, la vente des navires français « d'occasion » à des compagnies étrangères a tendance à s'accélérer.

C'est d'autant plus grave qu'une flotte marchande importante garantit l'indépendance économique d'un pays. D'ailleurs, les chiffres parlent : le chiffre d'affaires du commerce maritime français atteint 8 milliards de francs, dont 5 pour les seules compagnies françaises qui égalent ainsi le montant des exportations de la Régie Renault. De plus, les perspectives sont bonnes. En effet, le frêt transporté par mer approche — pour le monde entier — 3 milliards de tonnes par an. Et on prévoit 20 milliards de tonnes vers l'an 2000.

Conscients de l'importance du problème, les syndicats de marins ont arrêté un certain nombre d'actions sur le cas du « Korrigan ». Mais, au-delà de cette affaire, il est grand temps de dégager les perspectives d'une véritable politique nationale de la marine marchande.

J.L.-R.

« Mano dura, Presidente »

De notre correspondante

L'histoire encore brève mais déjà riche en événements d'importance de l'Unité populaire chilienne vient d'inscrire une nouvelle date à son calendrier : pendant quelques heures, en cette matinée du 29 juin, le pouvoir a balancé. Mais pendant quelques heures seulement : à 9 heures, le palais présidentiel de la Moneda était encerclé par une poignée de militaires rebelles ; à midi, le président Allende, le gouvernement et les troupes loyalistes du général Prats étaient de nouveau maîtres de la situation, tandis qu'une fois de plus, des centaines de milliers de travailleurs se massaient dans le centre de Santiago pour exprimer leur solidarité active avec le gouvernement populaire.

Sabotage systématique

Pour mieux comprendre ce qui s'est passé pendant ces quelques heures et ce que seront les conséquences immédiates de ce putsch manqué, il est utile de remonter un peu en arrière.

Depuis deux mois, après la période de calme relatif dû à la présence des militaires au gouvernement, l'offensive de la droite contre l'Unité populaire s'est intensifiée dans tous les domaines. Le Congrès, qui est composé pour 55 % de parlementaires de l'opposition, a passé son temps à destituer les ministres l'un après l'autre et à refuser systématiquement tout projet venu de la Moneda, si bien que les députés de gauche ne jugent même plus utile d'assister aux séances. Dans le domaine juridique, c'est également la guerre ouverte : la Cour invalide, sans exception, toutes les mesures prises par le gouvernement pour éviter la subversion. La droite dans son ensemble se livre à la « résistance civile » et au sabotage économique, auquel elle consacre son temps et son argent (1). Enfin, les commandos fascistes, en particulier le fameux « Patria y Libertad », sèment la terreur à Santiago et dans le sud du Chili, où ils sont financés par les propriétaires terriens.

Depuis le début de 1973, on entendait dire que l'opposition de droite prendrait les armes le 15 juin. Effectivement, ce jour-là, sous prétexte d'appuyer une grève de mineurs de El Teniente, fomentée et financée par eux, les « durs » de la droite ont envahi la capitale. C'est alors qu'on a vu les ouvriers chiliens, comme un seul homme, descendre dans la rue pour balayer les « momios », c'est-à-dire les partisans de l'ancien régime. En quelques heures, après une violente mêlée dans le centre de Santiago, les dits

(1) D'où l'importance de l'appel que vient de lancer le Bureau de l'Internationale socialiste pour une « assistance économique maximum » au Chili.





Manifestations de soutien au président Allende.

« momios » perdaient pied et se réfugiaient à l'université catholique, qualifiée par eux de « bastion de la démocratie ».

Au cours de cette journée de lutte, un militant du Mir (extrême gauche) fut abattu par un commando fasciste devant le siège du Parti socialiste. Le lendemain, pendant les funérailles, un seul cri était répété tout au long du trajet par des milliers de personnes : « Réel, réel pouvoir populaire ».

Le même jour les Partis socialiste et communiste demandaient publiquement au président Allende d'adopter une attitude plus ferme et, en particulier, d'interrompre le dialogue avec les faux grévistes de El Teniente.

Le jeudi 21 juin, une gigantesque manifestation rassemblait l'Unité populaire et, de nouveau, tandis que le Président s'adressait à la foule, on entendait scander et on lisait sur les pancartes la formule venue de l'extrême gauche : « Pouvoir populaire, mano dura, Presidente ! » (« Main plus ferme, Président ! »). C'est alors qu'Allende, se livrant à une de ces improvisations dont il est coutumier, s'écria brusquement : « Oui, nous écraserons la sédition. Et comment ? En luttant, en créant un réel pouvoir populaire ! »

Le Président reprenait et développait cette formule dans un discours prononcé le 24 juin : « L'Unité populaire, disait-il, s'engage à développer toutes les organisations du pouvoir populaire, dont beaucoup ont surgi après la conquête du gouvernement. Ce pouvoir populaire des masses, centralisé et dirigé de manière unitaire, s'applique aujourd'hui à trois domaines : le contrôle et la surveillance de la production par les travailleurs ; le contrôle populaire de la distribution ; la protection des sources de travail et la défense contre le fascisme. Avec la classe ouvrière en avant-garde, les masses prennent un poids de plus en plus grand dans la conduite du mouvement et luttent pour semer les germes du futur Etat populaire. »

Survenant quatre jours après ce discours, la tentative de putsch militaire avait peu de chances de trouver un climat favorable. Elle a paru à beaucoup largement improvisée, même s'il est évident que les dirigeants du groupe fasciste « Patrie et Liberté », aujourd'hui réfugiés à l'ambassade d'Equateur, ont participé directement au complot des militaires rebelles. Le chef de ces derniers, le colonel Souper, a incontestablement surestimé l'impact qu'il pouvait avoir dans l'armée. Celle-ci, dans sa très grande majorité, continue à se reconnaître dans la personne de son commandant en chef, le général Carlos Prats qui, une fois de plus, aura donné dans cette affaire, la mesure de sa fidélité à Salvador Allende et au gouvernement constitutionnel.

L'Unité populaire a donc traversé victorieusement une nouvelle épreuve, ce qui n'amènera pas pour autant l'opposition à désarmer. Mais le fait nouveau est que cette opposition elle-même a été secouée par les événements du 29 juin. Si le Parti national (extrême droite) maintient sa violente hostilité à Allende et lui refuse les pleins pouvoirs, si la droite de la Démocratie chrétienne, animée par Eduardo Frei — aujourd'hui président du Sénat et qui n'a pas eu un mot pour condamner le putsch — refuse elle aussi tout rapprochement avec le gouvernement, en revanche l'aile gauche de la Démocratie chrétienne, dont les leaders sont l'ancien candidat à la présidence Tomic et l'ancien président du parti Fuentealba, cherche visiblement à se désolidariser des extrémistes. Et se demande s'il n'est pas possible aujourd'hui de négocier avec l'Unité populaire un accord minimum qui assurerait, au moins pour un temps, la paix civile.

De nouveaux développements sont donc à prévoir dans les jours prochains. Mais une double démonstration vient d'être faite qui pèsera lourd sur ces développements : le gouvernement Allende est plus populaire que jamais et le soutien de l'armée lui reste assuré, sans même qu'il soit besoin de faire entrer à nouveau des militaires au gouvernement.

JACQUELINE SORRET

Un continent en miettes

Mardi dernier, les ministres des Affaires étrangères de trente-cinq pays — toutes les nations européennes, plus l'U.r.s.s., les Etats-Unis et le Canada — se sont retrouvés à Helsinki pour le premier rendez-vous de la Conférence européenne de sécurité. Cette réunion ne peut évidemment pas être séparée d'un contexte international dominé par le rapprochement américano-soviétique, qui, s'il apporte à la cause de la paix de grandes espérances, entraîne plusieurs gouvernements européens à se méfier d'un équilibre construit à leur détriment. L'Europe, divisée entre les blocs militaires, dominée à l'est par l'Union soviétique, partagée à l'ouest entre des puissances encore soumises aux traditions nationalistes, n'a pas présenté à Helsinki le front commun qui lui permettrait de pratiquer, en face des deux grandes puissances, une politique autonome.

A l'est, la Roumanie reste l'enfant terrible. Ce pays s'est opposé à ce que les discussions préliminaires, engagées depuis novembre dernier, aient lieu de bloc à bloc. On sait qu'il ne remet pas en cause son appartenance au monde communiste, mais qu'il entend être maître chez lui. Son orthodoxie doctrinale à l'intérieur l'a mis à l'abri d'une intervention soviétique, qui avait été envisagée avant 1968 et qui est devenue pratiquement impossible depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie. Mais, en toutes occasions, le gouvernement roumain tient à marquer son indépendance internationale à l'égard du bloc de Varsovie.

L'Allemagne de l'Est, la Pologne et la Bulgarie ne posent aucun problème à Moscou, qui peut compter sur le soutien indéfectible des gouvernements en place. Dans la pratique publique, l'attitude hongroise est identique, étant entendu que le gouvernement de Budapest est plus soucieux de l'évolution intérieure du pays qu'il dirige que d'un activisme international éventuellement dangereux. Quant à « l'indépendance » tchécoslovaque, faut-il en parler ?

Le freinage pompidolien

Les deux autres pays communistes, la Yougoslavie et l'Albanie, ont des situations particulières bien connues. La première est attachée à la diminution du poids de la présence soviétique en Europe et défend, en conséquence, la thèse de la « réduction équilibrée des forces » qui, si elle entraîne un retrait américain, éloigne les forces soviétiques. Quant à l'Albanie, elle sera volontairement absente d'Helsinki, dans la poursuite de sa longue marche au côté de la Chine.

A l'ouest, la préoccupation majeure reste la présence de forces américaines sur le continent européen. Chacun veut bien se débarrasser de la tutelle américaine ; personne ne veut prendre le risque de se priver d'une intervention militaire des Etats-Unis.

Le gouvernement français trouve cette attitude parfaitement conciliable avec ses affirmations d'indépendance. Il est possible qu'elle le soit, dans la mesure où une alliance ne signifie pas inévitablement la soumission ou l'intégration. Mais le problème d'Helsinki n'est pas celui-là : il est beaucoup plus celui de la capacité de l'Europe de jouer un rôle positif autonome en face des deux Grands, ou avec eux. Or l'Ouest est peu en état de le faire, et notre gouvernement pompidolien encore moins.

Exiger sa part

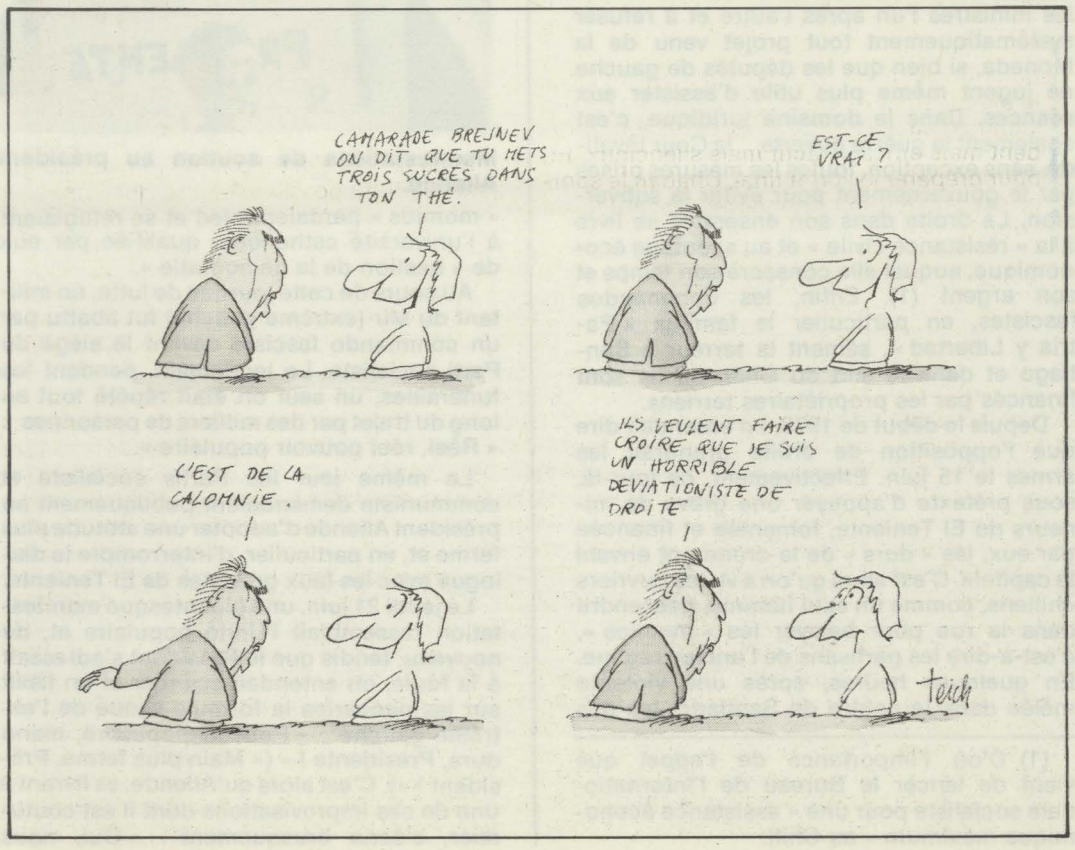
On sait ce que vaut l'unité européenne dans l'état actuel des choses. Or, les responsabilités françaises dans ce dévoiement de la construction européenne sont grandes. En quinze années, notre pays a pratiqué tous les coups bas du freinage ou du sabotage. En tout cas, l'expérience montre que l'Union soviétique et les U.s.a. ont réappris à traiter avec les Etats européens séparément et non avec l'Europe ; toutes leurs démarches internationales au cours des deux dernières années, si importantes pour l'évolution des relations entre les peuples, ont été faites sur cette base — à l'exception de l'offre, laissée sans suite, de Leonid Brejnev d'une négociation économique avec le Marché commun, et de l'invitation américaine qui porte maintenant le nom de Nixon Round.

Ajoutons que le gouvernement français n'est pas le mieux placé pour discuter du désarmement alors que, d'une part, il se fait le pourvoyeur d'armes pour une foule de pays en mal de conflits ouverts ou semi-clandestins et que, d'autre part, il refuse de s'associer à toute tentative, si petite soit-elle, de réduire le poids des armements atomiques.

Le rapprochement américano-soviétique est-il profond, sincère et durable ? Selon la réponse apportée, l'attitude qu'on peut prendre est bien différente. En misant sur le caractère circonstanciel et provisoire de l'accord Brejnev-Nixon, un gouvernement se réserve la possibilité de tirer de l'un ou de l'autre des Grands — et, parfois, successivement des deux — des avantages réels. En croyant au contraire à l'ampleur du rapprochement, il faut bien se faire une raison de l'existence d'un axe Moscou-Washington, qui développera sa propre dynamique.

Et puis, que souhaite-t-on ? La paix pour les peuples ou sa paix à soi, sur mesure, qui, depuis vingt ans, a dans les faits accumulé les guerres au travers de la rivalité des deux grandes puissances ? L'Europe, qui a été en permanence complice de l'antagonisme entre l'U.r.s.s. et les Etats-Unis, doit-elle se mettre en dehors de l'affaire dès qu'à cet antagonisme succède la coopération ? Ce serait un étrange paradoxe et un grand signe de faiblesse que d'avoir accepté, pendant trente ans, de partager avec fidélité les querelles des deux grandes puissances, et de ne pas exiger aujourd'hui sa part de la réconciliation.

CLAUDE FUZIER



UNE LONGUE MARCHE

L'U.d.r. a la mémoire courte. Ou du moins feint-elle de l'avoir. Douze mois de gouvernement musclé à la Messmer lui ont suffi. De vaincu, Jacques Chaban-Delmas est devenu bouée de sauvetage. Hargne, rogne et grogne sont oubliées. Ceux qui, dans la majorité, ne daignaient plus le saluer le contemplent aujourd'hui avec les yeux de Chimène. Chaban-Delmas est devenue l'enfant chéri de la majorité de la majorité. Au dernier sondage de popularité du « Figaro », il a encore regagné 5 points. La course à la présidence a de curieuses exigences. Ce sont les silences, les phrases, les démentis et les colères sur la santé de Georges Pompidou qui ont mis le feu aux poudres. Regroupement électoral, l'U.d.r. ne peut admettre l'incertitude en ce domaine. Les godillots reconvertis ont besoin d'une tête d'affiche qui leur permette d'être réélus, nommés ministres, sous-ministres. Ou, en cas d'échec personnel, d'être recasés à un poste quelconque de l'appareil d'Etat. Or, en juin 1973, l'état d'esprit du cadre moyen U.d.r. n'est pas au beau fixe : un mélange de fin d'époque et de « dernier quart d'heure ». C'est que l'échéance est lourde : l'Elysée. Et, pour l'instant, « Chaban » est le seul qu'ils croient capable d'assurer leur maintien au pouvoir. Tout en faisant échec à Valéry Giscard d'Estaing. C'est qu'entre l'U.d.r. et le leader des Républicains indépendants, le contentieux est profond : il y a le non à de Gaulle, l'avidité à conserver ou à conquérir des sièges, les différences sociales, l'image de marque. Chaban — n'oubliant pas qu'il fut évincé en juillet 1972, car Pompidou ne le jugeait pas capable de remporter les élections — vient de montrer qu'il est fidèle à la légende qu'il s'est bâtie. Tirer parti d'une situation sans faire de promesses, être prudent mais efficace, actif mais silencieux. Et, pour préparer le sprint final, Chaban le sportif est en train de connaître la solitude du coureur de fond.



L'avance de Giscard

C'est que le chemin de l'Elysée est, pour les candidats à la candidature de la majorité, une longue marche. Premier obstacle : le Président actuel. Il est nécessaire — faute d'approbation — d'obtenir sa sympathie. En ce domaine, Chaban a la manière. Ainsi est-il parvenu à placer son voyage en Chine sous le signe d'une mission commandée par le président. Giscard d'Estaing en fut fort irrité. Enchanté, Chaban s'est, à son retour, livré à un brillant tour de passe-passe. Tant par égard pour Pompidou que pour moucher son adversaire, il a feint la surprise et l'indignation devant l'agitation de la majorité. « Tout cela, a-t-il déclaré, est inconvenant et prématuré. J'entends n'y avoir aucune part. »

A défaut de sincérité, cette délicatesse ne manquait pas d'habileté. Une fois de plus, le député maire de Bordeaux ménageait le présent pour mieux assurer l'avenir. Vieille habitude : ne s'est-il pas toujours distingué dans l'art du possible ? Mais, dans une telle course-poursuite, l'appui d'un parti ne suffit pas. Encore faut-il obtenir la confiance des électeurs. C'est-à-dire avoir une image de marque personnelle. Or, les sondages effectués depuis l'automne dernier sur la popularité des hommes politiques donnent une nette avance à Giscard d'Estaing. Chaban a réussi, dans un premier temps, a réduire sensiblement son handicap ; cela n'a pas — bien au contraire — apaisé les esprits ni dans un camp ni dans l'autre. La guérilla va se poursuivre, les enchères vont monter.

Pour atteindre son but, le maire de Bordeaux compte d'abord sur la chance. La sienne est proverbiale. D'ailleurs, n'est-ce pas de la « chance » que le revirement de l'U.d.r. ? Qui aurait imaginé, l'année dernière, qu'elle puisse appuyer Chaban sans même lui imposer son étiquette ? C'est pourtant ce qu'elle s'apprête à faire, si l'on en croit les propos d'Alexandre Sanguinetti. Interrogé sur le candidat de son cœur, n'a-t-il pas récemment déclaré : ce « sera celui qui se déclarera et que le mouvement (l'U.d.r.) soutiendra. Il est probable que ce sera ce nom (Chaban-Delmas) que vous avez prononcé » ?

Mais il ne suffit pas d'avoir de la chance. Encore faut-il savoir s'en servir. Or, Chaban sait.

Fils d'administrateur de sociétés, Jacques Delmas a 25 ans lorsque la guerre éclate. Pour tout bagage : une licence en droit, un diplôme de sciences politiques et une petite expérience de journaliste au quotidien « l'Information ». La France est éclatée. Les Allemands paradent à Paris, le Maréchal s'installe à Vichy et le Général à Londres. La Résistance s'organise. Tout en travaillant pour l'Etat français, Delmas participe à la Résistance. Pour Vichy, il est un jeune fonctionnaire du ministère de la Production industrielle. Efficace, il passe brillamment le concours de l'inspection des Finances en 1943. Pour Londres — donc pour le Général — il est un agent de renseignements prudent et efficace.

Délà Delmas, qui n'est pas encore « Chaban », mais « Lakanal », fait preuve du sens des réalités, de la prudence qu'il ne quittera plus. Ne jamais se découvrir trop tôt, assurer

→

UNE LONGUE MARCHE

→

ses arrières, prévoir l'avenir. Et s'attacher des amis. En ce domaine, ses goûts sont d'une sûreté étonnante. Après avoir choisi un « mentor » — Maurice Bourgès-Maunoury — il participe au travail d'une équipe. Dans le Vichy des années 40, quatre jeunes gens jouent aux trois mousquetaires : Paul Delouvrier, Félix Gaillard, Lorrain Cruze — futur directeur de la banque Neuflize — et Jacques Delmas servent Vichy pour mieux servir Londres. Les quatre jeunes gens connaîtront un brillant avenir. L'après-guerre ne les prendra pas au dépourvu.

Devenu « Chaban », nommé adjoint du délégué militaire du gouvernement provisoire de la République, le jeune Delmas élargit sa palette. Il a la « bonne éducation » nécessaire ; la bagage universitaire minimum ; il est intégré au corps d'Etat le plus brillant. Voilà pour la carte de visite. L'épopée, c'est la Résistance. La politique, ce sont les amis. Reste une lacune : la finance. Avec Michel Debré, Courtin et Debray, Chaban crée le Comité de financement intérieur de la Résistance. La politique rejoint enfin l'argent !

Manque encore le panache. Août 1944 : vêtu d'un uniforme flambant neuf de général de brigade, Chaban pénètre dans Paris aux côtés de Leclerc. Avec la Libération arrive le moment de toucher les dividendes des services rendus. Tout d'abord ne pas se faire oublier. Pour cela, il faut passer par les ministères. Jacques Delmas — devenu Chaban-Delmas — « fait » tout d'abord le ministère de la Guerre. Puis il décroche le poste de secrétaire général du ministère de l'Information, poste utile qui lui permet de se lier — il aime rendre service — avec les futurs dirigeants de la grande presse. Et, au passage, d'acquérir des actions dans deux sociétés de presse éditant l'une un hebdomadaire financier, « la Vie française », l'autre un hebdo à scandales, « Samedi-soir »...

Mais tout cela ne suffit pas. Pour faire carrière, il manque à Chaban-Delmas une assise politique : il lui faut une ville et un siège de député. Justement, Bordeaux se remet mal de la collaboration : Adrien Marquet et Philippe Henriot constituent un lourd passif. Le



Avec Giscard d'Estaing.

jeune général part donc à la conquête de la capitale d'Aquitaine. Son charme ne peut compenser son handicap : il est « parachuté ». Par chance, il finira par se découvrir un trisaïeul garde à cheval de la ville de Bordeaux sous le Second Empire... Habile, il ne dédaigne pas de prendre le thé dans les salons cossus du Cours Xavier-Arnozan, où il prêche sans hésiter la réconciliation. La grande bourgeoisie bordelaise des Chartrons l'adopte, en échange d'une virginité politique. Et les Bordelais éliront Chaban député en novembre 1946, après qu'il ait pris, avec l'appui de Bourgès-Maunoury, le contrôle de la fédération radicale de la Gironde contre l'ancien député Jean Odin. Jusqu'à ce moment, le jeune homme n'avait pas d'idéologie avouée. Pas de parti, pas de programme. Tout juste des ambitions. Dans la France d'après-guerre où il ne fait pas bon être trop à droite, il est facile d'acquérir des responsabilités dans un Parti radical qui manque de cadres résistants. Surtout pour un homme qui y voit une simple structure d'accueil.

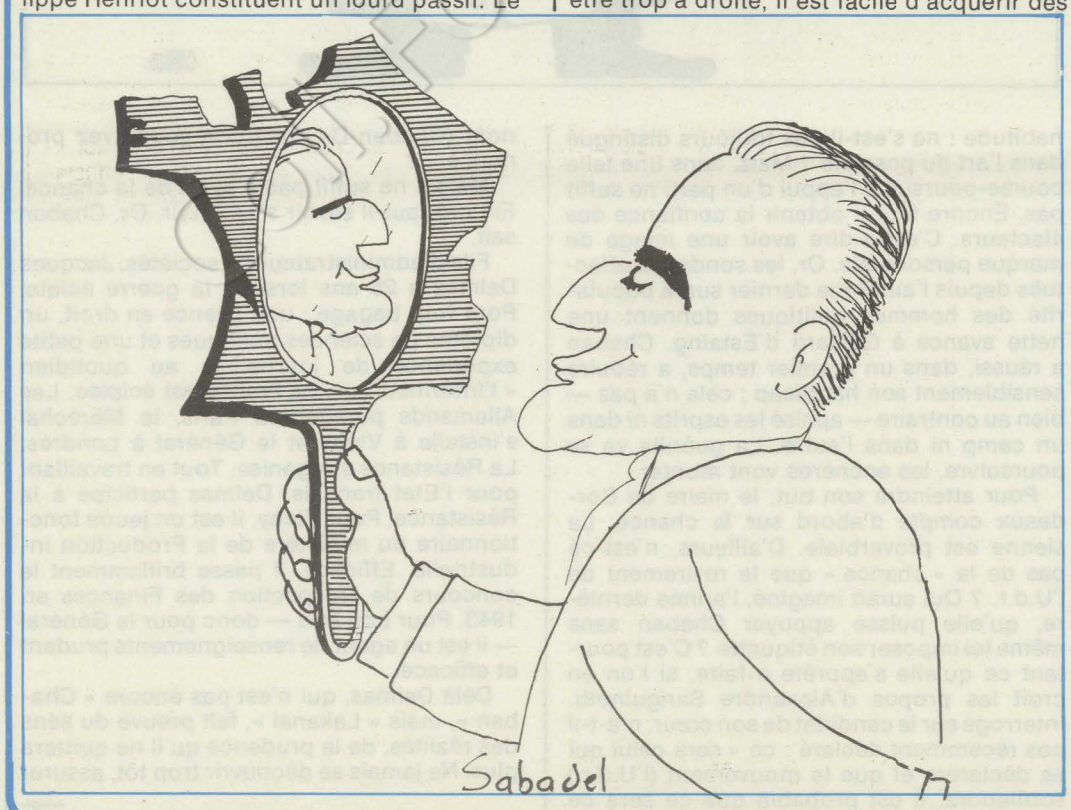
L'année suivante, Chaban conquiert la mairie. Il a pris soin d'intégrer à sa liste les représentants des intérêts locaux : vins, bois et négoce. Depuis lors, il n'a cessé d'être réélu, d'autant plus facilement qu'il s'est taillé, en 1958, une circonscription sur mesure, comptant près de 50 % d'inactifs. Cela prouve, s'il en était besoin, combien la chance tient peu de place dans cette réussite méticuleuse. D'ailleurs personne n'est dupe. Dans « sa » ville comme à Paris, il acquiert, dès 1946, la réputation de toujours renvoyer l'ascenseur.

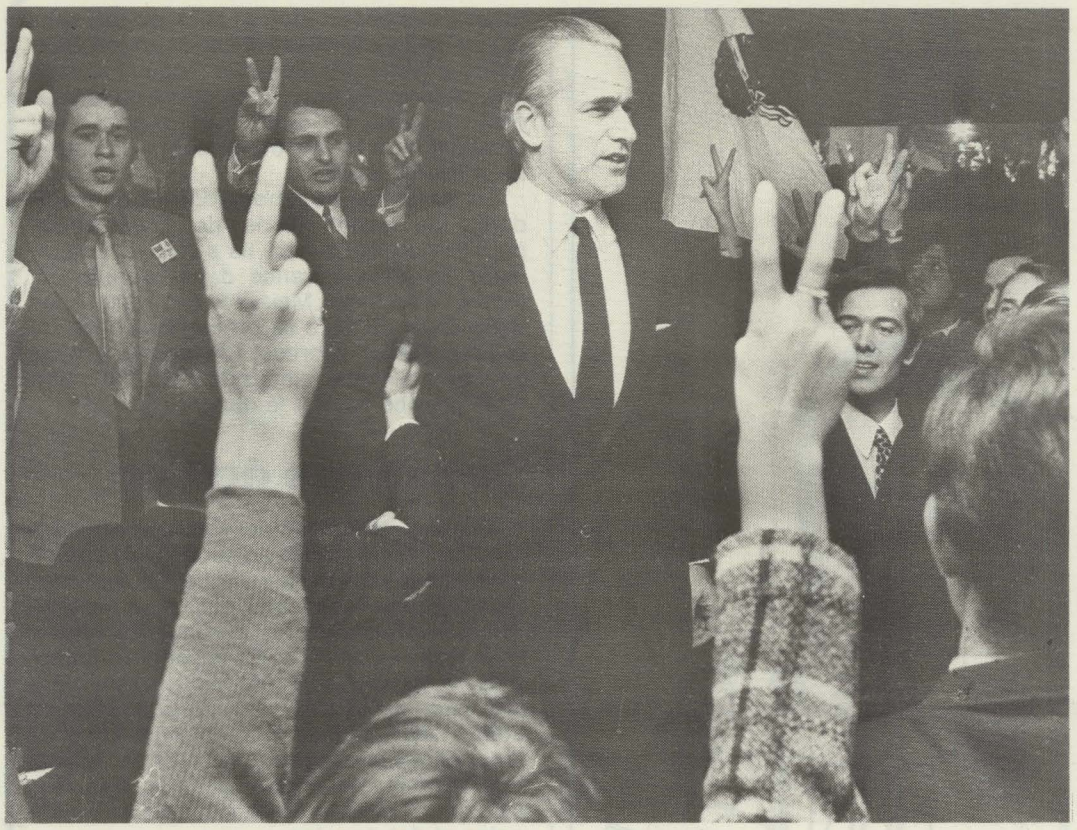
Cette attitude est manifeste sous la IVe République. La « traversée du désert » par les gaullistes ne l'empêchera pas d'obtenir, entre 1954 et 1958, trois portefeuilles ministériels. Et d'entretenir les meilleures relations avec l'entourage de De Gaulle.

Chaban-Delmas ne manquera jamais alors une occasion d'offrir ses services : ministre de la Défense nationale dans le Cabinet de Félix Gaillard, il participe, par personne interposée, au complot du 13 mai 1958 : Léon Delbecque, l'homme qui fait crier « Vive de Gaulle » à Salan sur le balcon du gouvernement général d'Alger, appartient à son cabinet. Mais quand les messages secrets se succèdent chez les insurgés, Chaban se perd dans la campagne bordelaise.

Après le retour de De Gaulle, pour éviter de connaître l'amertume du « purgatoire » pour avoir évité le désert, il pose précipitamment sa candidature à la présidence de l'Assemblée nationale. Il est élu, empêchant de Gaulle, pris de vitesse, d'y placer Paul Reynaud. Il force une nouvelle fois la main du Général en nommant son encombrant ami Michard-Pélissier au Conseil constitutionnel. Ces deux « erreurs » lui vaudront onze années d'arbitrage au Palais-Bourbon sans qu'aucune proposition de portefeuille ne lui soit faite.

Dissimulant son impatience, il cultive ses relations. A partir de 1962, il reçoit à déjeuner, tous les lundis, les barons du régime — Frey, Foccart, Guichard, Pompidou — et quelques membres du C.n.p.f. La presse





Avec les jeunes de l'U.j.p.

parle alors du « complot des cinq ». L'hôtel de Lassay n'est pourtant pas un antre pour comploteurs. La réunion de tels hommes fait plutôt songer à un club mutualiste tout risque ou un briefing d'état-major.

Lorsque de Gaulle se retire en 1969, après l'échec de son référendum, Chaban reprend espoir. Il sait que sa mise en quarantaine touche à sa fin. Mai 1968 est passé par là. Le flux, puis le reflux. Les travailleurs voient l'inflation grignoter les augmentations obtenues à Grenelle. Les conditions de travail s'aggravent : pour rattraper le temps perdu, les patrons font accélérer les cadences. Mais un immense espoir est né que les résultats des élections de juin 1968 éloignent sans l'effacer. Plus que jamais, la nécessité de renforcer les organisations politiques et syndicales des travailleurs se fait sentir. Cette détermination inquiète les milieux financiers et de la grande industrie.

Il leur faut concilier les exigences des salariés et les nécessités du système capitaliste, dont les contradictions s'aiguisent. Au premier rang de celles-ci : le développement de la concurrence internationale. De plus chacun sent que les Français aspirent à vivre autrement. Pompidou cherche l'homme de la situation pour lui confier le gouvernement. Il hésite entre Guichard et Chaban. Le premier lui paraît un peu léger. L'image de marque de Chaban reste intacte. De plus, l'ancien radical est resté partisan d'un « capitalisme à visage humain ». De surcroît, il a préparé ses dossiers. Et une équipe...

Plein d'enthousiasme et de projets, Chaban s'installe à Matignon le 23 juin 1969. Avec des collaborateurs connus pour leurs idées « réformistes ». Parmi ceux-ci, Jacques Delors, chargé des Affaires sociales et culturelles, et Simon Nora pour les problèmes économiques. C'est qu'il faut séduire. Et vite !

Le premier souci du nouveau gouvernement concerne la monnaie. Le déficit de la balance des paiements — lié à l'insuffisance des exportations — l'inflation et la fonte des réserves de l'Etat ont fait baisser le franc sur les marchés étrangers. Ce sera la dévaluation surprise du 8 août 1969. Cette mesure, qui stimulera les exportations, s'accompagne de la restriction des crédits et d'un gel budgétaire de plus de 5 milliards.

Le piège de la "nouvelle société"

Les Français étant en vacances, Chaban attend la rentrée parlementaire pour lâcher sa « bombe ». Le 16 septembre 1969, exposant aux députés la politique générale de son gouvernement, il lance sa « nouvelle société ». Le mythe ne vivra pas longtemps. Mais il sera l'occasion d'une campagne idéologique sans précédent. Car il faut persuader les Français que leur avenir passe par « la société de consommation pour tous, avec un supplément d'âme ».

Côté société de consommation : la progression du pouvoir d'achat ; un relèvement des allocations familiales réservées aux familles modestes. Les mesures sont légères. Côté supplément d'âme : l'établissement d'un dialogue entre le gouvernement et les

→

Les bas-fonds de la "nouvelle société"

La « nouvelle société » n'était pas si nouvelle. Côté cour, celui des scandales, elle fut à la hauteur de la tradition. Ce bref rappel en témoigne.

Fiscalité : trois affaires révèlent l'étendue de l'injustice fiscale. L'inculpation d'Edouard Dega ouvre la série. Contrôleur du fisc dans le 16e arrondissement, il aidait sa « clientèle » à frauder. Avec la complicité de son frère, ancien attaché de cabinet de Chaban-Delmas. Edouard Dega est écroué, de nombreuses poursuites sont engagées. Affaire à suivre...

Rebondissement avec la publication de la feuille d'impôts de Chaban par « le Canard enchaîné ». Pour tous les travailleurs, rigoureusement soumis à des impôts toujours plus lourds, l'avoir fiscal apparaît comme le comble des privilèges. Condition indispensable : avoir de la fortune. Et Chaban en a acquis.

Enfin le régime, plein d'attention, préserve les capitalistes jusqu'au-delà de la mort : pour eux, il a inventé la rente Pinay. Par ce biais, ils transmettent leur héritage sans verser aucun droit de succession. En toute légalité, bien entendu ! Devant l'émotion populaire, les députés parlent de modifier ce système. Chaban les convainc de n'en rien faire. Par pure philanthropie !

Immobilier : Tout le monde n'a pas la chance de Jacques Chirac. A peine avait-il acquis son château, qu'il le voyait classé monument historique. Et il a pu le restaurer avec goût. Grâce aux subventions de l'Etat.

Vache à lait du capital, l'immobilier a mauvaise presse. Georges Pompidou lui-même se défend d'accepter le moindre sou des promoteurs pour financer ses campagnes. Les siens n'ont pas de ces pudeurs... La liste est longue des membres de la majorité dont les activités immobilières entraîneront des poursuites judiciaires.

L'aménagement de l'île de Ré promettait de beaux profits. Pour avoi eu les dents trop longues, les responsables de l'opération seront traînés devant les tribunaux par le promoteur, Jacques Souchères. Leurs noms ? Le gaulliste de gauche Philippe Dechartre, secrétaire d'Etat et député maire de La Rochelle, le colonel Roger Barberot, Gilbert Beaujolin, trésorier des gaullistes de gauche, Robert Vergnaud, président d'Air-Inter. Du beau monde.

Toutefois, l'attention du public s'est davantage portée sur la spéculation des sociétés civiles immobilières. Les dirigeants de la Garantie foncière lavent leur linge sale en public. Plusieurs d'entre eux sont inculpés. Notamment Rives-Henrys (député U.d.r. de Paris) Victor Rochenoir (gaulliste de gauche) et André Roulland, ex-député U.d.r.

Chantage - trafic - corruption : Tout cela n'épuise pas les « ressources » du régime. D'anciens membres du Sac — troupes de choc du Pouvoir — utilisant leurs hautes relations, ont monté une société, l'Etec, spécialisée dans le chantage et l'extorsion de fonds. Ils tentent de se soustraire aux poursuites. Charles Lascorz, responsable de l'Etec, est recherché.

Puis, c'est un autre registre : le **trafic de drogue.** Roger Delouette, contractuel du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdece), se fait arrêter en tentant d'introduire 44 kg d'héroïne aux U.s.a. (On retrouve ici le nom du colonel Roger Barberot). Et il avoue avoir agi sur les ordres de son supérieur !

Mais la liste n'est pas close. Le sénateur Diligent prend le relais en dévoilant le scandale de la publicité clandestine à l'O.r.t.f. Il constate : « Le règne de la corruption s'y organise de façon systématique ». Le gouvernement est contraint de « démissionner » les dirigeants de l'Office.

La violence : tout cela n'empêche pas la régime de renforcer la répression dans la rue, les usines et les prisons. Le meurtre d'un militant maoïste, Pierre Overney, par un vigile armé de chez Renault, illustre ces nouvelles pratiques que, depuis longtemps, les syndicats dénoncent. Notamment celles de la C.f.t., syndicat à la solde des patrons qui fait la police dans les usines.

Pour en terminer, une enquête sur la vie dans les prisons suscite le dégoût. Elle confirme par exemple l'existence des ceintures de contention, véritables camisoles de force pour les détenus « agités ».

Chaban promettait la Suède. On nous offre l'Espagne !

UNE LONGUE MARCHE

→

organisations syndicales et la non-ingérence de l'Etat dans les négociations patronat-syndicats. La nouvelle société, c'est tout d'abord la concertation.

La manœuvre était claire, grossière même. S'appuyant sur le mécontentement et les aspirations populaires, il s'agissait tout simplement — Chaban l'explique aux chefs d'entreprise — « de canaliser tout ce qui était ce mois-là le dynamisme de la vie... » Pour atténuer l'agitation et garantir à l'économie française — donc avant tout aux capitalistes — un fort taux de croissance, le gouvernement s'engage à satisfaire les revendications les plus urgentes. Il promet, dans un second temps, « la situation économique étant redressée », d'aller plus avant sur le plan social. S'il ne promet pas le paradis, il promet tout au moins... la Suède. Mais dans l'immédiat, Pompidou étant le patron, les objectifs sont clairs : « Nous devons faire l'effort nécessaire pour accéder à la véritable puissance économique, base indispensable du progrès social... » Ce n'était que l'écho des propos tenus lors de l'assemblée générale du C.n.p.f. du 17 février 1970.

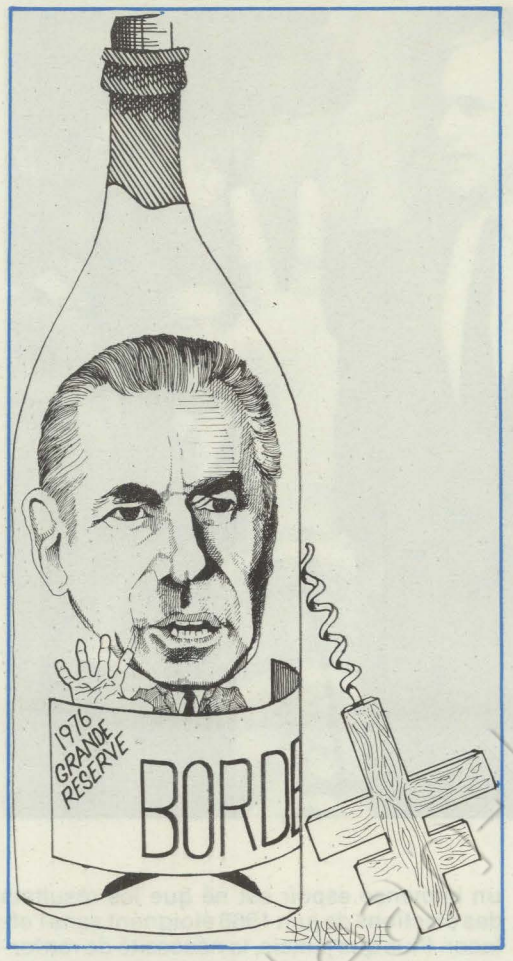
La « bonne volonté » n'est pas pourtant suffisante pour instituer la collaboration de classes. Chaban a beau déclarer : « Nous ne modifierons profondément les structures... que dans la mesure où les mentalités se modifieront », les mentalités ne suivent pas. Chaban fait alors le forcing. Il veut transformer les relations professionnelles, développer les accords entre patronat et syndicats, Etat et syndicats, multiplier les accords collectifs, instaurer l'actionnariat des salariés.

Pour changer la mentalité des travailleurs, il décide d'« améliorer » et développer l'éducation, la formation économique et la formation permanente. Afin qu'ils « comprennent » le raisonnement et les arguments de leurs dirigeants. L'entreprise est ambitieuse : il s'agit tout simplement d'enfermer les salariés dans l'univers idéologique et conceptuel du capital.

Mais il n'est pas question de porter atteinte à la propriété privée. Rien ne doit bouleverser l'ordre capitaliste en place. Au contraire, tout est fait pour lui permettre de se renforcer et de s'adapter à la concurrence internationale. On assiste donc, sous le gouvernement Chaban, à la multiplication des opérations de concentration, fusion et regroupement. Les principaux secteurs industriels se réorganisent, tandis que l'on tente de faire patienter les travailleurs par des promesses. C'est le temps des « grandes réformes ». De la concertation. De la participation. L'ambiguïté de ces réformes « offertes » avec tant de chaleur aux travailleurs, c'est qu'il leur faut tout à la fois satisfaire un mécontentement grandissant — dont l'éclatement coûterait beaucoup plus cher au capital — et renforcer, en les modernisant, les structures du capitalisme. La « nouvelle société » et la participation cachent le piège où le capitalisme cherche à enfermer la masse des salariés.

Encore plus conservateurs

Or, Chaban ne peut modifier les rapports de classes liés eux-mêmes à des rapports de production inchangés. Lorsque Chaban-Delmas « propose au patronat et aux syndicats de coopérer avec l'Etat pour les tâches d'intérêt commun », il tente de concilier les inconciliables. Et le recul de la majorité aux



dernières élections traduit l'échec de cette offensive idéologique.

Bientôt, les Français déchantent. C'est qu'ils ont très vite pris la mesure du père de la « nouvelle société ». L'Eden suédois n'était qu'un mirage ! Les syndicats — non sans avoir grapillé au passage quelques raisins mûrs — repoussent la supercherie. Les commerçants, victimes du resserrement du crédit et de la multiplication des grandes surfaces, se révoltent. Puis ce sont les routiers, les paysans, les femmes, les détenus des prisons... Jusques et y compris les policiers. Tous expriment leur déception et leur mécontentement.

Face à l'échec de sa politique de charme, le régime se durcit. Le bâton remplacera la carotte. La loi anti-casseurs — « Les casseurs seront les payeurs », déclare Chaban à la télévision — est ratifiée par le Parlement. Elle suscite une vague de protestations : les travailleurs ont appris à se méfier des meutes de Raymond Marcellin. Les syndicats axent leurs revendications sur deux thèmes essentiels : le Smic à 1 000 F et la retraite à 60 ans dans des conditions convenables. Et eux aussi font le forcing. Or, sur aucun de ces points, Chaban ne peut leur donner satisfaction : il a les mains liées. Par le système. Et par sa majorité.

En choisissant Chaban, Pompidou avait pensé que le soutien de l'U.d.r. lui était tout acquis. Mitterrand, plus clairvoyant, avertissait le Premier ministre dès le 16 septembre 1969 : « Votre majorité est, dans ses profondeurs, la représentation d'intérêts dont vous déplorez l'anachronisme ». Et effectivement le chef du gouvernement se heurtera, tout au long de son mandat, à la méfiance et aux critiques de son parti. Moins habiles et lucides que Chaban, les membres de la majorité de la majorité ne comprennent pas sa politique. Ils se montrent encore plus conservateurs que les leaders du C.n.p.f.

Chaban s'énerve. Après avoir usé en vain de son charme, il frappe du poing sur la table : nous sommes tous dans le même bain. Mais rien ne peut faire accepter à l'U.d.r. la politique de concertation. Le mot lui fait peur. « La concertation se fait avec ses amis et non avec ses adversaires », grogne Sanguinetti. Messmer renchérit : « La concertation généralisée ne peut conduire qu'à entamer l'autorité de l'Etat, déconsidérer l'Assemblée et, à la longue, briser la démocratie. » Rien que ça.

Six gaullistes de renom, donc cinq présidents de commissions de l'Assemblée, publient un manifeste. Ils s'avisent subitement de la déshérence dans laquelle est tombé l'hémicycle. Mais, par-dessus tout, les législatives de 1973 se profilent à l'horizon. L'U.d.r. devient morose. Elle sait qu'elle ne peut renouveler le succès de 1968. Et l'union de la gauche accroît le danger.

Deuxième édition

Chaban a donc doublement échoué : il n'a su s'imposer ni auprès du public et des syndicats, ni aux yeux de la majorité. Et c'est alors qu'éclatent les scandales qui, tel un feu d'artifice, vont éclairer les dessous du régime *(voir notre encadré)*. Après les affaires immobilières, la fraude fiscale fait la « une » des journaux. Pour finir, le rapport Diligent établit l'existence de la compromission et de la publicité clandestine à l'O.r.t.f. Michel Poniatowski, secrétaire général des R.i., s'écrie : « C'en est assez du régime des copains et des coquins. »

Pompidou marque alors des signes d'impatience et d'inquiétude. Fidèle à la tradition gaulliste, il souhaite tester sa cote en organisant un référendum. Si c'est un succès, il avancera à l'automne 1972 les élections législatives. La gauche flaire le piège. On connaît le résultat : c'est un échec.

Pour Chaban, c'est le début de la chute. Pierre Juillet, éminence grise de Pompidou, n'aime ni les méthodes ni la politique de Chaban. Aidé de Jacques Chirac et de René Tomasini, il fait tout pour le déconsidérer aux yeux du Président. Pour Juillet, Chaban est responsable de l'échec du référendum. Reste à en convaincre Pompidou.

Chaban s'inquiète. Tout lui échappe, tout se retourne contre lui. Voilà ce « battant » constamment acculé à la défensive. Il décide alors d'obtenir la confiance du Parlement. Et, sans en parler à Pompidou, il organise un vote en ce sens le 24 mai. C'en est trop !

Pompidou fait dire par son entourage que ce vote ne le concerne ni ne l'engage. Sa décision est prise : Chaban doit partir. Le 5 juillet 1972, la Légion succède au charme à Matignon. L'heure est à l'action et à la fermeté.

Chaban rentre à Bordeaux. Car il lui reste sa ville. Mais, trois jours par semaine, il « remonte » à Paris pour retrouver, dans ses locaux de la rue de Bellechasse, bon nombre de ses anciens collaborateurs. Pour eux, il s'agit de préparer une deuxième édition de la « nouvelle société ». Ayant du temps, l'ancien Premier ministre renoue des contacts. Au patronat notamment, avec François Ceyrac, Ambroise Roux, Antoine Riboud... Ceux-ci sont prêts à appuyer sa candidature. Ne leur a-t-il pas promis l'expansion dans le calme. Puis il voyage. Pour se donner une « stature internationale ».

Car, dans le monument que Chaban s'érige, à lui-même, rien n'est laissé au hasard. Il a pour lui l'expérience, des amitiés, son sourire. Mieux, il a une société à proposer. Quelques ombres au tableau à faire oublier. Il ne lui manque que le feu vert.

Or, Pompidou ne s'est pas encore prononcé. S'il ne se représente pas, il appuiera sans doute le candidat le mieux placé à ses yeux. Mais si le Président avait un autre candidat dans son chapeau ?

JEAN-LOUP REVERIER

Adieu les copains

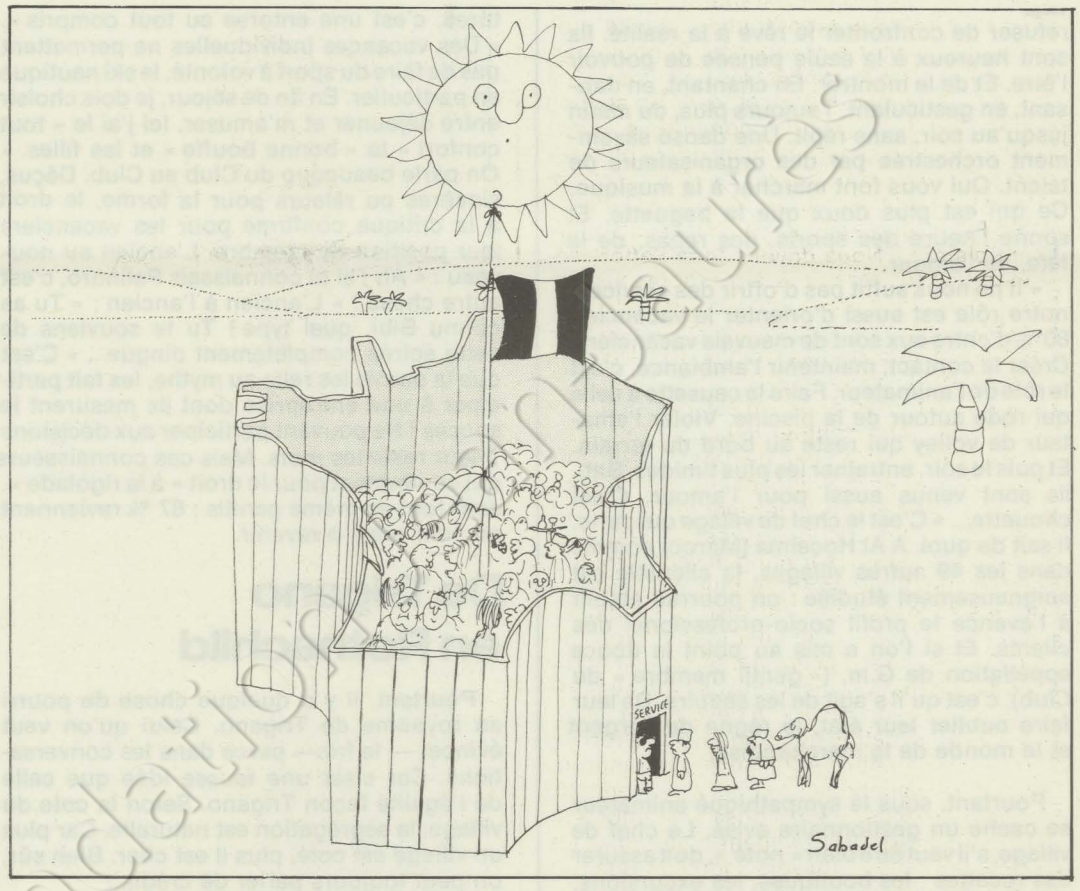
La porte s'ouvre sur l'ailleurs. Cernée de lauriers fleurs, de roses trémières et d'eucalyptus. Le mur d'enceinte disparaît sous la végétation. Tout contre, les terres rouges et nues apportent ce qu'il faut de vérité, pour franchir précipitamment la barrière. Et ne plus ressortir ! Car le temps est limité. Et réservé. Ici tout est possible. A condition de respecter la tradition, le dieu « esprit Club ».

Il s'agit évidemment du Club Méditerranée. On y entre avec crainte et délice, sensible à l'inconnu, rassuré par la présence des autres. Des autres qui ont aussi choisi d'oublier. Tout. Et d'être autre chose que « dans la vie civile », autre chose que des gens au travail. Etre ailleurs que dans la maison où il savent ne pas vivre. Ailleurs que dans la société où ils ne sont pas reconnus.

« L'esprit Club » régnant, le séjour va se dérouler dans « la joie et la bonne humeur ». L'expression est de rigueur. Ce postulat peut d'ailleurs s'énoncer autrement : « Les vacances, c'est Trigano ». Et le mythe étant puissant, de semaine en semaine, d'année en année, on se passe le mot. Qui devient règle de conduite.

Amuseurs et gestionnaires

Le Club est synonyme de défoulement. A l'époque de Freud, c'est normal. C'est ainsi que naissent les gentils membres. Apparentés aux inconditionnels, ils deviennent à leur tour des inconditionnels de « l'ambiance ». Qu'ils aillent en Corse, à Tahiti ou sur la Lune, l'important c'est d'abord le rendez-vous avec le soleil. Parce qu'il est symbole. De peau nue, de repos, de tendresse. Par la grâce de l'organisation et le désir de tous, le reste suivra.



« Je me sens devenir civilisé ». Déconcertant ! Paradoxal ? Henri est pourtant sincère. Un peu trop blanc de peau, la mine encore grise, le T-shirt sur l'épaule, il craint encore le soleil trop brûlant. Ses premiers pas vers la mer sont hésitants. Il n'est qu'un amoureux éperdu, ému à l'idée des retrouvailles. Mais il n'est pas seul. Il est membre d'une collectivité. Cela le rassure, le réconforte, l'aide. Ensemble, ils sont tous venus « pour ça ». Se rencontrer à tous moments. Se parler sans dire le passé, sans penser au lendemain. Si la vie communautaire leur paraît plus juste, plus belle, plus douce, c'est qu'ils l'ont rêvée avant de la vivre. Prêts à tout, ils vont →

Séjour gratuit pour P.d.g. malins

Quand une compagnie d'aviation a une chaîne hôtelière comme petite sœur, il est de bon commerce qu'elles s'unissent pour fabriquer du voyage. Filiales des Chargeurs réunis, la compagnie d'aviation U.t.a. et le groupe hôtelier U.t.h. travaillent avec Euro 7. Un des « fabricants » qui fait bénéficier ses clients de ses bonnes relations.

Huit jours à Dakar, dans le dernier-né de la chaîne U.t.h., le Teranga, coûtent moins de 2 000 F, voyage et séjour en demi-pension, plus un petit supplément pour la chambre individuelle. Alors que le prix du seul billet aller-retour normal est de 2 780 F... Si l'homme d'affaires adopte cette solution « en or » — comme l'y incite le centre de renseignements téléphoniques d'Air-France — il aura à son service aussi bien un secrétariat, un télex, une salle de congrès que la piscine d'eau de mer et le choix entre la pêche au gros ou le ski nautique. Et son entreprise réalisera un profit d'au moins 1 000 F !

Faire bénéficier les voyageurs du tarif de groupe sur les grandes compagnies internationales est un moyen pour ces compagnies de contrôler la prolifération des passages en charter, qui cassent les prix à leurs dépens. Et, pour ces « grands » du voyage organisé, de « vendre » un hôtel. De préférence celui du groupe.

Tout comme Jet Tour est lié à Air-France, les autres grossistes français qui sont Central Tour, Touropa, Trans-cap, Scac, Tout-en-soleil ne font point figure de concurrents à U.t.a., Air-France, Air Afrique, etc. Ils apportent une clientèle. 30 % de la commercialisation de ces hôtels se fait grâce à eux. Les « allotements », ces réservations faites sur six mois ou un an, assurent les chaînes hôtelières d'un certain remplissage. Ce qui leur permet de pratiquer des prix « concurrentiels ». Cette organisation permet aussi au voyageur de trouver des places alors qu'un hôtel peut être complet pour un « individuel ». Et cela pratiquement dans toutes les capitales mondiales. Autant d'exemples que de pays desservis.

A 6 040 F l'aller-retour Paris-Bangkok, la Thaïlande ne serait pas le dernier pays à la mode. Mais avec un séjour de 15 jours dans la « ville des anges » à moins de 3 000 F, on peut envisager de « repenser le problème ». Ainsi, grâce au « développement du tourisme », les entreprises peuvent faire des économies confortables. Mais à aucun moment les compagnies aériennes n'en ont profité pour baisser leur tarif. Cela dit, il est tout de même intéressant pour les « voyageurs professionnels » de tout comprendre des avantages du « tout compris ».

refuser de confronter le rêve à la réalité. Ils sont heureux à la seule pensée de pouvoir l'être. Et de le montrer. En chantant, en dansant, en gesticulant. Toujours plus, du matin jusqu'au soir, sans répit. Une danse savamment orchestrée par des organisateurs de talent. Qui vous font marcher à la musique. Ce qui est plus doux que la baguette. Et sonne l'heure des sports, des repas, de la fête, de l'amour.

« Il ne nous suffit pas d'offrir des services, notre rôle est aussi d'orienter le vacancier. 80 % d'entre eux sont de mauvais vacanciers. Créer le contact, maintenir l'ambiance, c'est le rôle de l'animateur. Faire la causette à celle qui rôde autour de la piscine. Violer l'amateur de volley qui reste au bord du terrain. Et puis le soir, entraîner les plus timides. Bah, ils sont venus aussi pour l'amour. C'est chouette... » C'est le chef de village qui parle. Il sait de quoi. A Al Hoceima (Maroc) comme dans les 49 autres villages, la clientèle est soigneusement étudiée : on pourrait établir à l'avance le profil socio-professionel des clients. Et si l'on a mis au point la douce appellation de G.m. (« gentil membre » du Club), c'est qu'il s'agit de les séduire. De leur faire oublier leur état, le règne de l'argent et le monde de la marchandise.

Pourtant, sous le sympathique animateur se cache un gestionnaire avisé. Le chef de village, s'il veut être bien « noté », doit assurer des recettes : les boutiques, les excursions, les semaines supplémentaires. Et le « coup de bar » vient au G.m. comme les coups de soleil. Sans jamais qu'il ait à débourser autre chose que des perles de couleur — qui reconstituent l'argent pour les dépenses facultatives — sans que le G.m. en connaisse effectivement la valeur. Le système bancaire adapté à la société des loisirs, c'est aussi une « belle formule ».

« Payer la location des draps, des couvertures, c'est une entorse au tout compris ». « Des vacances individuelles ne permettent pas de faire du sport à volonté, le ski nautique en particulier. En fin de séjour, je dois choisir entre déjeuner et m'amuser. Ici j'ai le « tout confort » la « bonne bouffe » et les filles. » On parle beaucoup du Club au Club. Déçus, sincères ou râleurs pour la forme, le droit à la critique confirme pour les vacanciers leur position de membre. L'ancien au nouveau : « Ah ! si tu connaissais Palinuro, c'est autre chose ! » L'ancien à l'ancien : « Tu as connu Bibi, quel type ! Tu te souviens de cette soirée complètement dingue... » C'est que la parole les relie au mythe, les fait participer à une entreprise dont ils mesurent le succès ! Ne pouvant participer aux décisions il leur reste les mots. Mais ces connaisseurs qui combattent pour le droit « à la rigolade ». sont tout de même gentils : 87 % reviennent ou sont prêts à revenir.

De Trigano en Rothschild

Pourtant, il y a quelque chose de pourri au royaume de Trigano. Celui qu'on veut évincer — le fric— perce dans les conversations. Car c'est une fausse idée que celle de l'égalité façon Trigano. Selon la cote du village, la ségrégation est naturelle. Car plus un village est coté, plus il est cher. Bien sûr, on peut toujours parler de crédit...

Mais même pour les plus pauvres, on jouera le luxe. Pas celui — discret — du bon établissement, mais un luxe plus tapageur. Celui des fleurs, par exemple. Al Hoceima est un village pour les jeunes. Ou pour ceux qui ont su le rester. Cela veut dire aussi un village « petits moyens ». Et pour les locataires, et pour les gérants. Le buffet, si pris isolément il paraît somptueux, ne supporte pas la comparaison avec ceux des villages « riches ». Et si le buffet est maigre, la part de la culture est tout aussi réduite. C'est normal, non ? « Ici, monter du Tchekov ou du Marivaux, c'est être assuré d'un bide. » Mais puisqu'il s'agit de jeunes et de « petits budgets », le sous-développement intellectuel est compensé par les possibilités sportives. C'est logique : c'est jeune. Cela soulagera la conscience de chacun. Et la fête sera à la mesure de la table. « Se défoncer à la sangria, au vin rouge, cela montre un bel appétit de vie. Un défoulement « sain ».

Société a-responsable, elle est consciente du déséquilibre entretenu à la limite du rêve et de la réalité. Vacances de milliardaires pour les uns, l'intimisme entretenu par l'architecture suggère la sensation de bien-être et flatte le goût de la propriété. Vacances sociales pour d'autres, qui viennent pour s'y débaucher. Ou pour prendre un bain de populisme.

Les copains du début courbent la tête, déçus, humiliés par les mauvaises fréquentations de « l'enfant » depuis que Trigano a « cédé au déviatonnisme commercial » et que Rothschild est intervenu. Les banquiers n'ont rien de bon. Un vieux nostalgique a écrit « L'histoire et les légendes du Club Méditerranée ».Christiane Peyre et Yves Raynouard se sont raconté « leur vrai Club » : leur livre, c'est comme un ciné-club, un cinéma du souvenir. C'est le mythe à ses débuts, du temps où il était sympathique, où l'on pouvait le vivre. Du temps où les vacances n'étaient pas à la chaîne, super-organisées, super-encadrées.

Le Club, paradis retrouvé et déjà perdu, reproduit « l'autre société ». Il joue les prolongations pour la consommation et perpétue les besoins. On a truqué les dés. Du soleil et de la liberté, on ne sait plus ce qu'y est l'essentiel.

JOSETTE BARBIER

Roissy:pilotage sans visibilité

Le gouvernement de l'imprévision et de l'imprévoyance râcle partout les fonds de tiroir pour essayer de corriger ses erreurs. La région parisienne, un des soucis privilégiés de Pompidou, est exemplaire à ce sujet. Après le déplacement — de l'est à l'ouest — de l'aérotrain et la tentative de faire supporter aux collectivités locales les équipements postaux, une nouvelle preuve de cette politique du « rattrapage financier » des gaffes commises vient d'être donnée pour l'aérodrome de Roissy.

Le District de la région parisienne a été, en effet, saisi d'une proposition de l'administration — lisez, du gouvernement et sans doute, de l'Elysée — tendant à fixer une nouvelle répartition de l'utilisation des crédits mis de côté par Giscard d'Estaing dans le Fonds d'actions conjoncturelles : 29 millions, sur lesquels le conseil d'administration du District avait été amené à se prononcer en les répartissant sur plusieurs équipements concernant les transports en commun, avaient été ainsi gelés. A la fin juin, on fit savoir que peut-être le ministère des Finances procèderait à leur déblocage, étant entendu que les sommes rendues disponibles devraient être partagées à égalité entre la branche est du R.e.r. et l'antenne S.n.c.f. Aulnay-sous-Bois-Roissy. Soit une diminution de près du tiers pour les crédits R.e.r. et la disparition de ceux prévus pour d'autres équipements de la banlieue sud.

On tâta le terrain au niveau des commissions du Plan et des transports qui ont repoussé le projet, s'en tenant à la répartition primitivement retenue par le District. Rien ne prouve cependant que cette résistance se prolongera, l'exemple ayant déjà été donné, lors de l'affaire de l'aérotrain, des changements d'attitude d'une assemblée plus que sensible aux volontés du Pouvoir.

Mais le plus intéressant est qu'il a fallu justifier la proposition de l'administration. On a ainsi appris que l'aérodrome de Roissy risquait d'être paralysé dès sa mise en service par l'insuffisance des moyens de transport et que la priorité des priorités devait être désormais accordée à leur développement. Or, il y a encore moins d'un an, le gouvernement refusait d'entendre les avertissements lancés à ce sujet par des élus parisiens, y compris ceux de la majorité. Et, au début de l'année, il abandonnait le projet d'un aérotrain Roissy-Orly, en correspondance avec le R.e.r. ! Alors que les échéances approchent, le risque d'une catastrophe se précise donc : à quoi servirait en effet un aérodrome international si personne ne pouvait en sortir ou y pénétrer ?

Druonnade au Creusot

« Moi, des capitalistes, au Creusot, je n'en connais pas. » Cette parole, qui mérite de figurer dans un bêtisier — celui de Balzac ou celui de Prévert — a été prononcée par un membre du Bureau du conseil d'administration de l'Arc (Maison des arts et loisirs du Creusot). Il est peut être utile de préciser cependant que la ville du Creusot est sous l'emprise totale des Schneider. Le marteau-pilon érigé à l'entrée de la ville est un symbole précis : les Schneider écrasent tout ce qui ne leur convient pas.

Dernière victime : l'Arc, précisément. Les portes de la Maison des arts et loisirs du Creusot sont en effet fermées pour deux mois et demi depuis samedi dernier 30 juin. Une des dernières « druonnades », exécutée avec brio, de concert entre une municipalité U.d.r., un député U.d.r. et le patronat local. Au Creusot, la finance et la réaction s'entendent fort bien pour assassiner la culture.

Capitale du capitalisme

En septembre 1972, Jean-Louis Maubant, ancien compagnon de Pierre Vial et Jean Dasté à la Comédie de Saint-Etienne, s'installe dans ses nouvelles fonctions : il devient directeur de l'Arc. S'attelant immédiatement à la tâche, il tente de définir une politique culturelle qui ne soit plus de la poudre aux yeux, mais un réel travail en profondeur : il commence à mettre en place une équipe d'animation et s'efforce d'organiser le public existant tout en recherchant un nouveau public. Par ailleurs, il tente d'inscrire l'action de l'Arc dans l'ensemble de la région Morvan-Bourgogne : des échanges s'établissent rapidement avec les établissements culturels voisins, avec le musée du Creusot, avec le Théâtre de Bourgogne à Beaune, avec le Relais de Mâcon et avec la Maison de la Culture de Chalon.

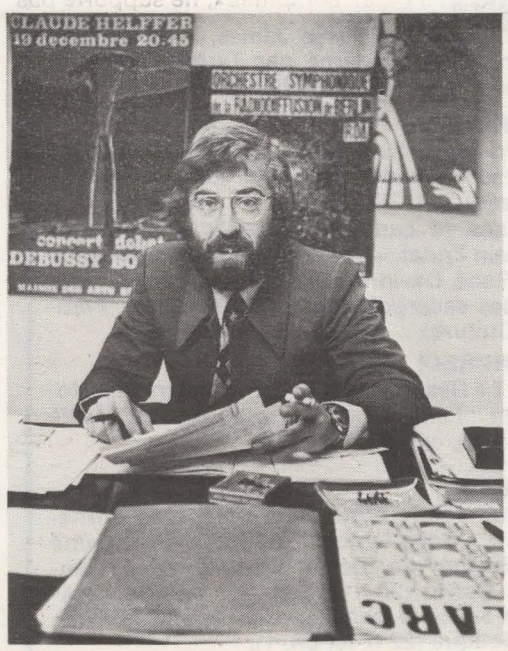
Très vite, cette nouvelle orientation porte ses fruits : les « correspondants » de l'Arc dans les diverses collectivités passent de 50 à 250 ; et 3 000 personnes deviennent adhérents de la Maison. Dans le même temps, une commission culturelle est créée au sein du Comité d'entreprise de Creusot-Loire (Schneider). Là est le petit grain de sable, là est le crime de lèse-majesté : la culture populaire venait officiellement de faire son entrée dans l'empire des Schneider !

Chez Schneider, on a l'habitude de ne pas respecter les libertés. On licencie volontiers les délégués syndicaux. Mais là, il était difficile d'intervenir directement... La municipalité du Creusot fut donc chargée de la besogne. Son maire, Henri Lacagne, U.d.r. bon teint façon Saône-et-Loire, s'en acquitta avec zèle et plaisir. Il se trouvait que l'Arc avait un déficit assez minime. Le conseil



Le marteau-pilon à l'entrée du Creusot.

d'administration, le 29 mars 1973, décida donc de demander une subvention complémentaire à la ville du Creusot. Le 18 avril 1973, le conseil municipal se réunit en cène gaulliste autour du maître à penser Lacagne : le principe d'une subvention de 30 000 F fut adopté... Mais, comme par hasard, des dissensions intervinrent le 11 mai 1973 à la seconde réunion du conseil d'administration de l'Arc : le président fut contraint de démissionner et un homme de



Jean-Louis Maubant.

Lacagne le remplaça, le conseiller municipal Henri Graffard. Il fut aussitôt précisé que l'attribution de la subvention était assortie d'une petite condition : le licenciement de deux employés de l'Arc. Lesquels ? Les responsables de l'information (journal, tracts et affiches) et de l'animation en milieu populaire — chez Schneider, entre autres.

Ces deux postes avaient été créés par Maubant pour mener à bien sa politique culturelle. Petite question anodine : de quel droit une municipalité peut-elle exiger qu'un travailleur soit renvoyé d'une entreprise dont l'organisation est réglée par un conseil d'administration légalement autonome ? Pour avoir osé mettre en avant cette interrogation, Maubant se vit notifier par écrit sa « non reconduction de contrat » : il était, à son tour, licencié à dater d'octobre prochain. Résumons les faits : Schneider, par municipalité U.d.r. interposée, obtient que soit réglée, selon ses bons désirs, la vie culturelle d'une région. Pour ce faire, le maire du Creusot n'a pas hésité à « suggérer » des licenciements illégaux qu'il a tout simplement fait entériner par un de ses conseillers municipaux, placé au moment voulu à la tête du conseil d'administration de l'entreprise à décapiter.

Le procédé est si gros qu'il a réussi à faire l'unanimité contre lui et à créer un bouillonnement autour des problèmes culturels. L'Arc a beau être fermé, le public lui-même passe à la contre-attaque : il s'organise actuellement en A.c.r.a.c. (Association du Creusot et de sa région pour l'action culturelle). Le soutien lui vient de toutes les organisations démocratiques et syndicales, des partis politiques, du P.s. en particulier. C'est ainsi qu'au cours d'une réunion-débat organisée à l'instigation du public, Pierre Joxe, député de Saône-et-Loire, a déclaré : « Si c'est une crise financière, elle est simple à résoudre ; soit par la communauté urbaine, soit au prochain conseil régional de Bourgogne, soit même en faisant certaines économies. Est-il concevable qu'on nous parle de quelques petits millions anciens, alors qu'on projette de construire une nouvelle sous-préfecture à Louhans, qui en coûtera plusieurs... nouveaux? Alors qu'on meuble luxueusement et à neuf la préfecture ? La culture en Saône-et-Loire, et plus particulièrement au Creusot, qui est la capitale du capitalisme, vaut plus que cela. »

Contre Jeanson, déjà

Là est en effet la contradiction : la bourgeoisie U.d.r., les petits notables parvenus ralliés aux hommes du fric, bavent de rage et de haine devant le progrès irréversible d'une politique culturelle dont les bases et le brouillon ont été jetés par leur cher André Malraux à partir de 1958.

→

L'œil en coin

Druonnade au Creusot

En Saône-et-Loire, l'incident du Creusot n'est pas un fait isolé : déjà, en 1970-1971, le député U.d.r., nommé André Jarrot, avait mené à Chalon une ignoble campagne contre Francis Jeanson, alors directeur de la Maison de la Culture en perspective. Les écrits incendiaires et fascisants du nommé Jarrot annonçaient avant l'heure le cri de guerre de Maurice Druon. Personne n'a été étonné en Saône-et-Loire de retrouver Jarrot aux côtés du maire du Creusot pour dénoncer les perversions des animateurs culturels et prôner une culture « musclée et élitaire ».

Le ministère des Affaires culturelles, par la voix du directeur des Théâtres et Maisons de la Culture, Guy Brajot, a timidement désapprouvé l'énorme manœuvre et les procédés illégaux. Faut-il s'attendre à ce qu'il aille jusqu'à menacer de couper les subventions d'Etat à l'Arc si Maubant et ses collaborateurs ne sont pas réintégrés dans leurs fonctions respectives ? Ne nous gargarisons pas d'illusions : Brajot est sans aucun doute un haut fonctionnaire honnête, mais c'est le ministre qui signe les chèques... Or ce ministre s'appelle Maurice Druon et il est clair qu'il ne peut que se réjouir de voir des sous-fifres de l'U.d.r. être les premiers praticiens de ses grandes théories.

JEAN MONTAGNARD

Rosa la rouge



C'est en 1871 que Rosa Luxembourg est née à Zamosc, une bourgade agricole de la province de Lublin, dans la Pologne tsariste : il a donc fallu plus de deux ans et demi à l'O.r.t.f. pour fêter ce centenaire. L'émission qu'avaient alors préparée Marcel Bluwal et Georges Hourdin ne plaisait pas à ces messieurs de la direction. Et ils n'ont fait sauter les barreaux de la censure que pour la programmer un dimanche soir de départ en vacances, à 22 h 15. C'est cela, le libéralisme d'Arthur Conte et de Philippe Malaud.

Il est vrai que suivre pendant 60 minutes l'itinéraire de cette militante révolutionnaire a une valeur pédagogique certaine. Les Français pouvaient en tirer des leçons subversives.

Le film de Marcel Bluwal et Georges Hourdin — ce militant chrétien que l'on ne s'étonne pas de retrouver ici rendant hommage à Rosa — s'ouvre sur des vues de ces prisons où la militante passa plus de 5 ans de sa vie, tandis qu'une voix lit une de ses lettres, merveilleuses de fraîcheur, de joie, d'espoir. Puis la chronologie reprend ses droits.

Elle arrive à Zurich en 1890, à peine âgée de 18 ans, pour fonder le premier parti socialiste polonais et militer avec les artisans de la IIe Internationale. De 1898 à 1914, elle vit à Berlin, où elle devient une personnalité influente du puissant parti social-démocrate. Elle écrit des articles et des livres, prend la parole dans les meetings pour lutter contre le pan-germanisme, le chauvinisme et le nationalisme, pour affaiblir la tendance de droite du parti, pour dénoncer les erreurs de Bebel et Kautsky. Elle y laissera sa santé.

Quand la social-démocratie, malgré son million de membres, sombre dans l'obédience au Kaiser — au nom de l'union sacrée — Rosa résistera et se retrouvera en prison. Quand Karl Liebknecht fonde l'embryon de ce qui sera les groupes spartakistes, elle est là, hurlant son horreur de cette guerre imbécile. Et en 1917, quand la Révolution russe éclate, elle voit, du fond de sa cellule, la force et l'espoir qu'elle contient. Mais aussi ses faiblesses : le danger de sclérose et de bureaucratie dans le parti. Maria Antonietta Macchiochi résume bien les aspirations de Rosa Luxembourg quand elle dit : « Ce que souhaitait Rosa, c'est le maximum d'individualité dans le maximum de collectivisme ». Libérée de prison en 1918, elle ne vivra plus que 68 jours. Dans l'organe des Spartakistes, « Rote Fahn », elle comprend que sans l'armée et sans la paysannerie, le mouvement spartakiste et les aspirations révolutionnaires nées de la défaite de l'Allemagne, sont voués à l'échec. Mais lorsque 400 000 ouvriers sont dans les rues de Berlin, elle y sera aussi. Et elle y mourra assassinée par les troupes d'Ebert, qui clamait : « Je hais la Révolution, comme le péché ». Cinq mois plus tard, son corps sera repêché près de l'écluse d'un canal.

Ce récit est soutenu par les commentaires passionnés et remarquables de Marcel Bluwal et Georges Hourdin. Ce fut un grand moment de télévision. Parlant de la Révolution, Rosa Luxembourg écrivait un jour : « J'étais, je suis, je serai ». Ce n'est donc pas un hasard si son visage hante encore le mouvement ouvrier.

NICOLAS BRIMO

Télé-sélection

VENDREDI 6 JUILLET

Au magazine 52 : les ex-prisonniers de guerre américains « at home » (20 h 30, ch. 3).

Au magazine Plein cadre : André Malraux au Bengla-Desh comme, croit-il, au plus beaux moments de sa jeunesse (21 h 35, ch. 1).

Carmelo Bene, le festival du film d'animation à Annecy, le festival d'Hyères et Mimsy Farmer au programme de Pour le cinéma (22 h 35, ch. 1).

SAMEDI 7

Echos du festival de La Rochelle : carte blanche à Maurice Le Roux (19 h 55, ch. 3).

Au risque de vous plaire, d'Averty (21 h 35, ch. 1).

DIMANCHE 8

Une soirée importante consacrée à l'architecte Emile Aillaud, à son œuvre : Grigny-la Grande Borne, et à la vie dans ce grand ensemble (20 h 35, ch. 2) ; « L'enfer du décor », une chronique sans complaisance de la vie à Grigny, par Jacques Frémontier (21 h 30, ch. 2) ; et une tribune réunissant Claude-Jean Philippe, Emile Aillaud et Jacques Frémontier (22 h 25, ch. 2).

Alva Myrdal, ministre suédois des Affaires religieuses et du Désarmement : une femme en première ligne du combat pour le socialisme, contre le danger atomique, pour le Tiers Monde, pour l'égalité des sexes... Un refus passionné de toute injustice (22 h 20, ch. 1).

. « Mes universités », dernier volet de la trilogie de Maxime Gorki tournée par Mark Donskoi. Etudiant à Kazan, Gorki fréquente les cercles révolutionnaires (22 h 55, ch. 2).

LUNDI 9

L'épopée de Jesse James, « Le brigand bien aimé », incarné par Tyrone Power et filmé par Henry King (20 h 30, ch. 3).

MARDI 10

Un film « Ils ont tué Jaurès », et un débat sur le leader socialiste aux Dossiers de l'écran (20 h 35, ch. 2).

Dans le cadre de l'Atelier de création d'Alain Trutat, « Les escargots », puérilopéra de René David, musiques de Jocelyn Faye — des escargots contestataires (22 h, France-Culture).

MERCREDI 11

« Le Désert rouge », film magistral d'Antonioni : l'angoisse de la solitude et de la ville (20 h 30, ch. 3).

JEUDI 12

Une soirée consacrée à Georges Bernanos : « Sous le soleil de Satan » dans une réalisation de Pierre Cardinal, avec Maurice Garrel (20 h 45, ch. 1) ; et une émission spéciale consacrée au grand écrivain catholique (22 h 40, ch. 1).

L'AGONIE DE LA MER

Vous en avez rêvé toute l'année. Avec quinze millions d'autres touristes, vous venez de commencer la grande migration qui, d'autoroute en sable chaud, vous conduira au but : la mer. Elle permettra le rêve, le bain, le sport, le mythe. Mère de civilisation, berceuse des amoureux, elle est comme toutes les années au rendez-vous des vacances. Comme chaque année, vous allez répéter le gag de Raymond Devos : « Et si on l'avait démontée ? » Et, comme chaque année, elle sera là. A sa place.

L'ennui, c'est que ce ne sera pas la même que dans le passé. Pas encore une mer morte, mais déjà une mer agonisante. Limité par l'imperfection de ses sens, l'homme peut seulement estimer l'accroissement de certaines pollutions. La saleté des plages, la disparition du poisson. C'est déjà beaucoup, mais c'est peu. La mer, c'est autre chose. Et c'est cet « autre chose » qui meurt. C'est, en premier lieu, une gigantesque usine d'oxygène. Le phyloplancton — un végétal microscopique — est capable d'utiliser l'énergie solaire pour fabriquer de la matière vivante. Avec un rendement supérieur aux végétaux terrestres. C'est cette source de vie — la production de l'ensemble des océans est estimée à 20 ou 30 milliards de tonnes — que nous sommes en train d'assassiner. De plus en plus vite. C'est Alain Bombard qui le crie. Celui qui, dans les années cinquante, a risqué sa vie pour défendre l'homme contre la mer s'est reconverti. Depuis, il risque sa réputation pour sauver la mer : « En 1960, polluer les mers, c'était un homicide par imprudence. En 1973, c'est un assassinat. »

C'est que la mer est devenue notre poubelle ultime. Tous les déchets s'y retrouvent, s'y mélangent, s'y confondent. Il y a les déchets organiques. Ceux de l'industrie. Le pétrole. Les déchets radioactifs. Les pesticides et les engrais. Les vieilles voitures et des gaz de combat. Tout ce qui dérange, tout ce qui pourrait limiter la croissance s'y retrouve. Le tout-à-l'égoût est devenu tout-à-la-mer.

Faut-il des exemples ? Une usine de Hambourg se prépare à jeter, chaque année, 3 millions de tonnes de boues métalliques dans la mer du Nord. Mardi, un cargo anglais, le « Topaze », est rentré au port de Zeebrugge, rappelé par le ministre de l'Industrie de Belgique. Il devait déverser en mer du Nord des caissons de cyanure. Rien que ça... En août 1970, l'Armée américaine s'est débarrassée, dans le Pacifique, de ses armes périmées et de quelques containers de gaz de combat. Ce n'est pas la première fois que les militaires utilisent la mer comme dépotoir : en juillet 1969, des pêcheurs danois ont été blessés par des obus au gaz moutarde immergés dans la Baltique en 1945. La Collier Carbon and Chemical Corporation ne put jamais exploiter une concession sous-marine au large de San-Diégo qu'elle avait achetée au gouvernement américain : la Marine U.s. y avait immergé des centaines de projectiles non explosés.

La révolte des pêcheurs

Mais il n'y a pas que les militaires. En 1968, les Etats-Unis ont déversé 40 millions de tonnes de déblais de draguage et 5 millions de tonnes de déchets industriels et domestiques. Pour la seule Méditerranée, les chiffres sont encore plus affolants. Dans cette mer semi-fermée, sans marée, le faible échange des eaux avec l'Atlantique — il faut 80 ans pour un renouvellement total — rend les conséquences des pollutions plus graves. Or, 90 % des eaux usées domestiques rejetées en Méditerranée ne sont pas épurées. De surcroît — et sans tenir compte de Fos

→



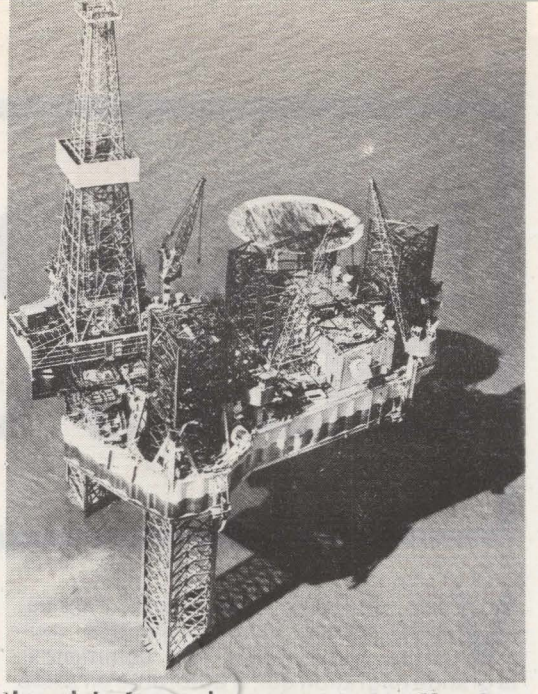


L'AGONIE DE LA MER

→



Nettoyage d'une plage bretonne après une marée noire.



Une plate-forme de prospection en Mer du Nord.

— 15 700 usines, de l'Espagne à l'Adriatique — pour ne compter que la partie industrialisée de la côte — y déversent leurs sous-produits. Et les pétroliers y rejettent légalement 300 000 tonnes d'hydrocarbures par an dans les zones autorisées. Sans parler des dégazages clandestins de leurs soutes, des accidents et des erreurs.

Les cris d'alarme ont leurs raisons. Ce sont les pêcheurs qui, les premiers, les ont poussés. Les pêcheurs du Havre ne trouvent plus dans l'estuaire de la Seine ni crevettes, ni moules, ni plies, ni éperlans. Ils sont obligés d'aller jeter leurs filets à 35 kilomètres au large. Le lagon de Nouméa, qui fut un des plus beaux du monde, est devenu un dangereux cimetière. Grâce aux déchets — toxiques — des mines de nickel, seuls survivent et prolifèrent des serpents venimeux. N'ayant pas de branchies, ils viennent respirer en surface. Leur venin, dix fois plus actif que celui du cobra royal, n'a pas d'antidote. Et les pêcheurs sont au chômage.

En Méditerannée, non seulement des espèces ont disparu — les anchois, par exemple — mais d'autres vont disparaître. Les chercheurs du Centre d'études et de recherches de biologie et d'océanographie médicales de Nice (Cerbom) estiment que 94 % des thons rouges de Méditerranée sont impropres à la consommation : ils contiennent trop de mercure.

Et tout cela n'est rien. Car les industriels viennent de jeter un œil envieux sur les trésors que la mer nous cache. Jusqu'à présent, nous n'y rejetions que nos déchets. Demain, nous l'exploiterons. Et, dans l'atmosphère ouatée des conseils d'administration, des décisions ont été prises qui nous promettent des lendemains qui déchantent. Faudra-t-il que les pouvoirs publics bordent les côtes de garde-fous, pour que personne ne meure en tombant par mégarde dans la mer ?

En premier lieu il y a le pétrole. Dans un monde dont l'économie repose à 60 % sur les hydrocarbures, il était évident que tôt ou tard les pays développés, qui ne possèdent que peu ou pas de pétrole, songent à utiliser celui qui est caché sous la mer. La France, par exemple, a consommé 130 millions de produits pétroliers en 1972. Et n'en a produit que deux millions. Les pays producteurs voulant augmenter leur prix — pour que ce ne soit pas toujours les mêmes qui fassent tous les bénéfices — il était normal que les dirigeants de l'Etat et de l'industrie songent à exploiter la mer. D'autant que 20 % des ressources mondiales recensées y dorment. C'est dire l'âpreté de la lutte pour obtenir les concessions et les permis. Et les pétroliers se sont mis à explorer la mer du Nord, le golfe de Gascogne, la Méditerranée. Mais, pour cette dernière, sans faire de bruit. Sans publier la carte des zones de recherches. On ne sait jamais... Et si les populations riveraines se mettaient à protester ? Car il y a de quoi. Si l'exploration et l'exploitation des fonds marins se révèlent être une bonne affaire pour les différentes sociétés pétrolières, on ne peut pas dire qu'il en soit de même pour l'environnement.

Péchiney a gagné

Cela commence au moment des recherches. Il faut faire exploser des charges de dynamite. La Comex (Compagnie maritime d'expertises) se proposait d'utiliser des charges de 500 à 800 kg. Or, 200 grammes de dynamite tuent tous les poissons dans un rayon de 20 mètres. Faites le calcul. Si l'Institut de pêche n'avait pas dit non, la seule chose à faire pour que les enfants à venir sachent à quoi ressemblent les poissons aurait été d'en mettre en boîte. Ensuite, il y a les forages. Jusqu'à 200 mètres de profondeur, on peut faire intervenir les plongeurs sous-marins en cas d'incident. Or les recherches actuelles se font jusqu'à des profondeurs de 1 500 mètres. Et, dans le golfe de Gascogne, la S.n.p.a., Erap, Esso, Shell et la C.f.p. veulent prospecter jusqu'à 3 800 mètres. Inutile de préciser qu'à de telles profondeurs aucune fuite ne pourra être colmatée. En cas d'éruption due à la pression gazeuse, des flots de pétrole se répandront dans la mer sans que rien ne puisse les arrêter. A Santa-Barbara, près des côtes californiennes, un accident s'est

Plages privées...de scrupules

Sous la plage, il y a le fric. Quand le littoral de la côte d'Azur n'est pas livré aux marinas, aux ports privés de plaisance, aux murs des villas particulières, il reste la possibilité d'aller se baigner. Mais attention : il y a deux sortes de plages, les publiques et les privées. Et ce n'est pas du tout un hasard si, sur la promenade des Anglais à Nice, la dizaine de plages privées est mieux située que les deux grandes plages publiques.

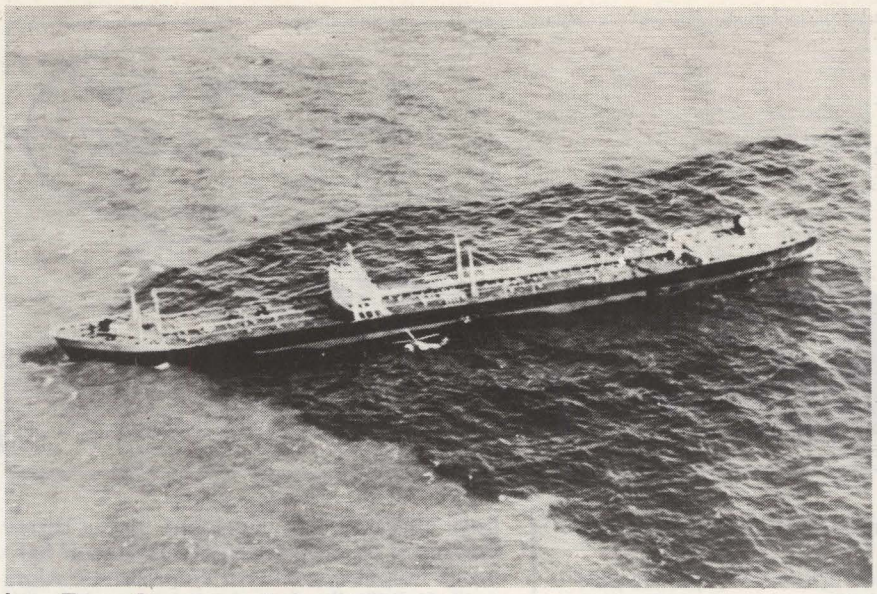
Une plage privée, c'est simple à réaliser. Une cabane de planches, en général totalement inesthétique, une cinquantaine de matelas et de chaises longues, quatre ou cinq douches, des cabines. En général, les plagistes installent aussi un bar et une cuisine où ils mitonnent des steack-frites et des salades niçoises positivement infectes. Là est l'astuce. La concentration de tous ces services en un même lieu au bord de l'eau assure un haut taux de rentabilité. Un plagiste de Saint-Raphaël : « En saison, un client et sa famille nous rapporte de 10 à 15 francs de bénéfice par jour. »

Le processus juridique qui permet la privatisation des plages est révélateur du règne du fric sur la côte d'Azur. A Beaulieu-sur-Mer, par exemple, deux plagistes ont des concessions sur les deux plages de cette petite ville. Ces plages, regagnées sur la mer par des travaux d'endigage, appartiennent aux Domaines maritimes, c'est-à-dire aux Ponts et Chaussées. Mais c'est la mairie qui en assure chaque hiver l'entretien et la remise en état. Les plagistes n'ont plus qu'à empocher les bénéfices.

Mais il y a des limites à ce système. Toute plage appartient au domaine public sur une largeur de 30 mètres. Vous pouvez donc y circuler, y stationner, vous baigner sans devoir acquitter quoi que ce soit à qui que ce soit. Le plagiste n'a le droit de vous faire payer que si vous utilisez ses installations — ses chaises longues, par exemple.

Il y a un mois, la presse annonçait que le préfet des Alpes-Maritimes, qui s'appelle René-Georges Thomas, prenait un arrêté obligeant toute personne qui pénétrait sur une plage privée à payer dès l'entrée. Renseignements pris, cet arrêté n'est pas parvenu dans les trois mairies que nous avons interrogées. Et il semble bien que le préfet ait rapporté cet arrêté d'une légalité douteuse. Le lobby des plagistes attendra encore un peu. Et ne laissez pas jouer l'intimidation : vous avez parfaitement le droit de vous baigner, de vous promener, de stationner sur le sable et le gravier d'une plage privée.

N. B.



Le « Torre Canyon » et sa nappe.



Les pêcheurs japonais protestent contre le déversement du mercure.

produit en 1969. Bien que le forage ait été effectué à faible profondeur — 150 mètres — on n'a pas pu colmater la fuite. Et, depuis quatre ans, des centaines de milliers de tonnes de pétrole s'écoulent dans la mer. La commission d'enquête sur cette catastrophe, après avoir longuement étudié le problème, en a tiré une conclusion : à partir de 1980, il faut s'attendre, vu la multiplication des forages, à un accident par an du type Santa-Barbara...

Or, en dehors du goût transmis au poisson, du goudron sur les plages ou de la teinte irisée donnée à la mer, les hydrocarbures ont d'autres inconvénients. La vase fixe le benzo-pyrène, qui est une substance cancérigène. Et, suivant la chaîne alimentaire, il se retrouve dans les moules, les coques ou les huîtres. Puis dans les hommes.

Mais les pétroliers, qu'il s'agisse de pollution légale, ou illégale — comme les dégazages en mer — ne sont pas les seuls en cause. Les industriels en tout genre ont, eux aussi, compris les avantages de la grande bleue : ceux d'un égout gratuit.

Péchiney a donné l'exemple. Et la technique à suivre. Entre 1964 et 1966, la firme mena — et gagna — une rude bataille. Elle voulait pouvoir rejeter légalement 3 000 tonnes de résidus par jour (fer, titane, soude, chaux) à 350 mètres de profondeur, dans la fosse de Cassidaigues, près de Cassis. Ces déchets étaient les résidus du traitement de la bauxite effectué à Gardanne et à la Barasse, près de Marseille. Motif invoqué : si on ne rejette pas les résidus à la mer, ils risquent de polluer une nappe phréatique. Si nous devons les traiter, l'affaire n'est pas rentable. 1 500 ouvriers seront réduits au chômage. Et, de surcroît, les Américains et les Italiens font de même.

L'affaire est « montée » jusqu'au Parlement. Si le Sénat fut féroce, la majorité, à l'Assemblée, fut plus douce. Elle ajouta à la loi interdisant les rejets en mer un paragraphe. Tout petit, mais de poids : « Toutefois, le préfet pourra, après enquête publique, autoriser le déversement ». Péchiney avait gagné. Le 4 janvier 1966, un décret signé de Georges Pompidou et de Maurice Bokanowski déclarait d'utilité publique le rejet des boues rouges.

En cachette, le mercure

Les années passèrent. Lorsque la Montedison se mit à déverser au large de la Corse ses boues à elle, Robert Poujade, ministre — dit-on — de l'Environnement, prit langue avec les Italiens. Qui lui expliquèrent le plus posément du monde que la Montedison ne faisait que suivre l'exemple de Péchiney, que le gouvernement français avait lui-même autorisé... Bref, Poujade reprit ses billes et Raymond Marcellin envoya des C.r.s. contre les pêcheurs corses.

Car ceux-ci étaient en colère. Sans attendre le résultat des enquêtes des spécialistes — enquêtes qui sont fort longues, c'est bien connu — ils avaient pu mesurer l'effet des boues rouges. Ces dernières contiennent de l'acide sulfurique — le vitriol — du titane et du vanadium, du fer, de l'oxyde de manganèse, des dérivés d'arsenic, de plomb, de cadinium, etc. 3 000 tonnes de déchets sont déversés par jour au large de la Corse. Selon le rapport d'une biologiste, Denise Vialle, entre juillet et octobre 1972 les échouages de gros cétacés se sont multipliés sur les côtes corses. A propos d'un « balenoptera physolus » de 20 mètres de long et de 10 tonnes, Denise Vialle précise que cet animal « semblait cuit ». La Montedison avait tout fait pour que le silence recouvre l'affaire : des documents ont disparu, les recommandations du ministère italien de la Santé furent ignorées. Il a fallu que les pêcheurs se fâchent pour que l'on parle de l'affaire. Mais les déversements se poursuivent.

Cela a permis à certains industriels de parler de la « solution française ». Et de citer une usine de titane du Havre qui, que, quoi, dont, où... Du côté de la Manche, les boues ne sont plus rouges, mais vertes. Et, pour rassurer les populations, un bateau-laboratoire va circuler, cet été, entre Le Havre et Calais.

Mais tout cela n'est que de la broutille. Jusqu'à présent, les industriels ne s'installaient au bord de l'eau que par hasard. Cet heureux temps est fini. Fos a signé le glas de l'industrialisation sauvage. A présent, tout est organisé. Même la pollution. Car il ne faut pas croire les beaux discours de nos ministres. A propos de Fos, des responsables départementaux de la C.f.d.t. ont pu préciser : « L'étang de Berre est irrémédiablement perdu. La Camargue et la Méditerranée sont menacées à terme. Les maires de Port-de-Bouc et de Martigues viennent d'interdire à la population de boire de l'eau de puits, car la nappe phréatique est aussi polluée. » Puis ils ont ajouté : « Un jour proche, les travailleurs de Fos refuseront d'ouvrir les vannes qui déversent en cachette, la nuit, le mercure dans la mer. »

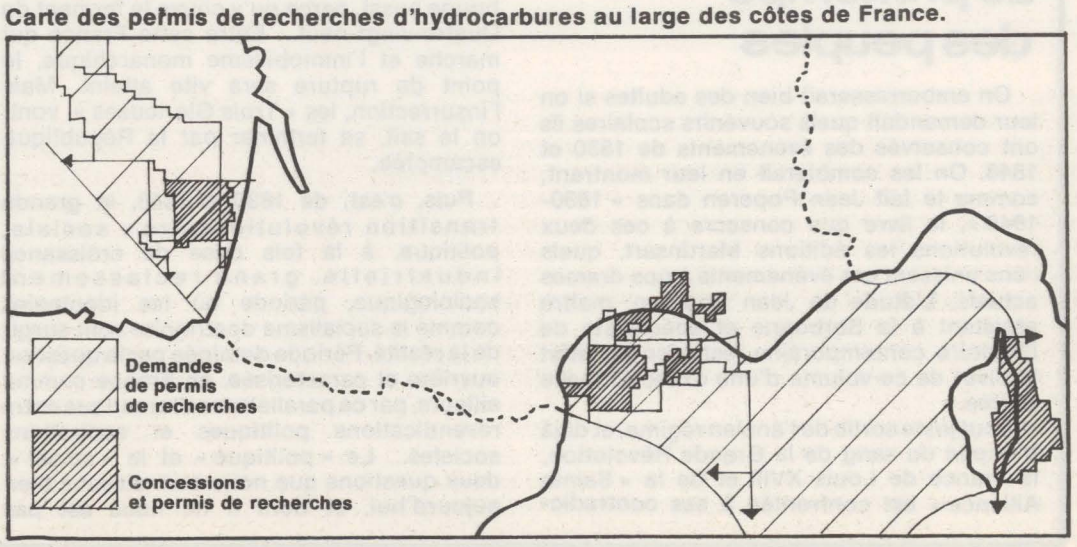
Le mercure... C'est la tragédie de Minamata au Japon. 68 morts, officiellement. La maladie — troubles nerveux, moteurs, visuels, auditifs — frappe essentiellement les familles de pêcheurs. On analysa le poisson : une teneur anormale en mercure fut constatée. Les recherches montrèrent qu'à 30 kilomètres de là, une usine de produits chimiques utilisait le mercure comme agent de synthèse... Le procès dura quatre ans. La Chisso Corporation fut condamnée à verser 15 millions de francs aux plaignants. Puis le silence se fit.

Bactéries jusqu'au large

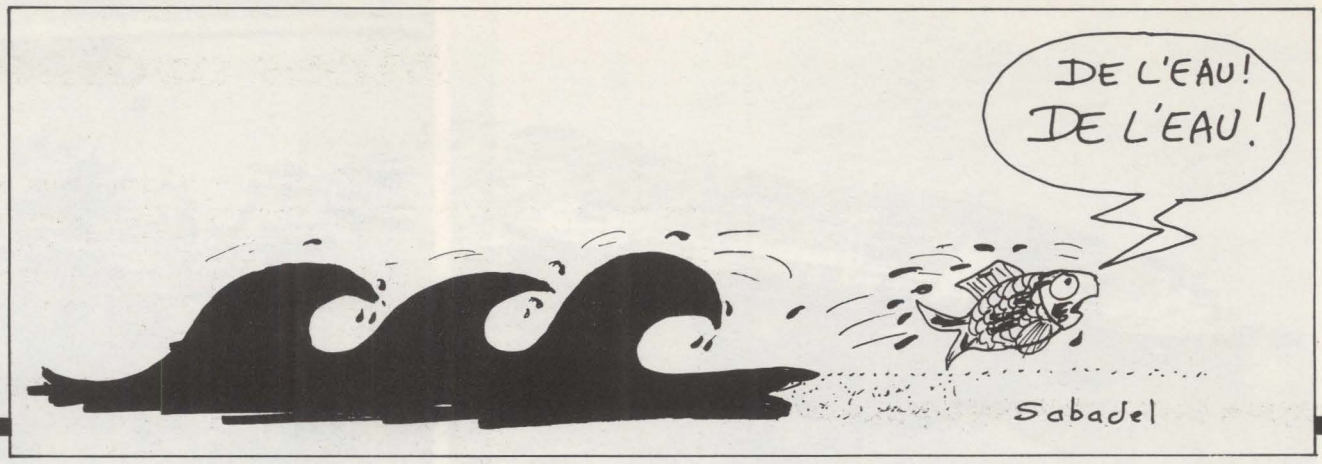
Le Japon est peut-être loin. Mais la revue « Que choisir » a publié cette année les résultats d'une enquête concernant la pollution des moules sur les côtes françaises. Si le taux de mercure n'y est pas encore alarmant, il est déjà inquiétant. Au point que la revue conseillait à ses lecteurs de limiter la fréquence d'absorption du poisson.

→

Carte des permis de recherches d'hydrocarbures au large des côtes de France.



L'AGONIE DE LA MER



→

Ce n'était pas la première fois que « Que choisir » se distinguait. En 1971, elle avait publié une carte de la pollution microbienne des plages françaises qui fit quelque bruit. Et ne fut jamais démentie. Car, sur les plages françaises, ce type de pollution est à l'ordre du jour. Au point que certaines municipalités ont, dès 1972, apposé des panneaux « baignade interdite » sur des kilomètres de plage. Et que le ministre de la Santé publique a ajouté l'hépatite virale à la liste des maladies à déclaration obligatoire. Pour mieux localiser les foyers d'infection.

La progression des hépatites virales — transmises par un virus présent dans les eaux polluées et dans les coquillages crus — est inquiétante. Aux Etats-Unis, un cinquième des parcs à moules et à huîtres a été fermé. Pour limiter l'augmentation de la maladie. En Espagne, l'embouchure de la Bidassoa fut « surveillée » par le Dr Contreras. Il explique : « La Bidassoa, avec un débit de 3 500 litres-seconde, charrie 16 tonnes de matières fécales par jour. » Durant le premier semestre 1969, 207 cas d'hépatite virale ont été recensés dans la région, dont 96 à Fuenterrabia à la frontière française. Les enfants sont particulièrement sensibles à la maladie : en France, 250 jeunes malades qui suivaient une cure héliomarine ont été atteints. Et l'autoépuration de l'eau ne suffit plus pour éliminer les microbes. Le Dr Brisou, expert à l'Organisation mondiale de la santé, a enquêté durant dix ans en Atlantique-Nord. Dans le plancton prélevé au grand large, son équipe a trouvé non seulement des concentrations de produits chimiques, mais également des bactéries entériques : 40 à 45 % des échantillons prélevés en contenaient. Et c'est logique : du Rhône à Menton, par exemple, 200 égouts se déversent dans la mer. La seule ville de Nice rejette 1,5 m3 d'eaux usées par seconde.

Faut-il s'étonner, après cela, que les poissons meurent, que la mer agonise ? D'autant que la croyance en l'immensité de la mer doit être ramenée à sa juste proportion. Un spécialiste américain, le Pr Donald H. Wood a calculé le volume d'océan imparti à chaque homme. Pour la population actuelle — 3,5 milliards — chacun d'entre nous dispose de 0,4 km3 pour s'approvisionner en eau, se nourrir, rejeter ses déchets. Ce qui est — relativement — très peu. D'autant qu'au large ou en profondeur, l'eau se mélange peu. Ou pas.

Atome-sur-Mer

C'est là que la situation devient dramatique. C'est la bande côtière, borne-frontière entre deux mondes, qui est la plus attaquée. La frange littorale méditerranéenne devient un désert. La semaine dernière, aux championnats du monde de pêche sous-marine qui se sont déroulés à Cadaquès, en Espagne, des concurrents sont retournés à terre bredouilles : 8 sur 34 pour chaque journée de pêche.

La somme de déchets industriels, chimiques, pétroliers stoppent la fécondité de la mer. Cela commence avec les posidonies — des herbes vertes dont les racines retiennent le sol marin et abritent les œufs — qui s'étiolent et meurent. Puis les crevettes, les alevins disparaissent. Au bout du cycle, il n'y a plus ni plancton ni poisson. Et c'est à partir de la côte qu'une mer se meurt.

Pendant ce temps, les officiels se taisent. Lorsqu'ils ne le peuvent plus, ils parlent de dépollution. Tout en sachant que l'on ne sait que faire. Après l'accident du « Torrey Canyon », on a bombardé l'épave pour faire brûler le pétrole encore emprisonné. Alors qu'il était facile de calculer que, dans les conditions où il se trouvait, ce pétrole serait à peine combustible. Sous le choc des bombes, les milliers de tonnes d'hydrocarbures restants se répandirent dans l'eau. Pour que les touristes trouvent des plages — presque — propres on utilisa les détergents. Il fallait à tout prix laver la tache. Ce qui est un véritable non-sens écologique, les détergents étant plus dangereux pour la faune et la flore marines que le pétrole. Tout ce qui pouvait résister au pétrole — plancton, algue, poisson — fut détruit. La seule solution, concernant les hydrocarbures, est une solution mécanique : le pompage de la nappe avant qu'elle ne s'étale et le traitement du liquide dans les bassins de décantation. Mais comment réaliser cela, alors que la pollution hauturière annuelle par le pétrole équivaut au sinistre de 52 « Torrey Canyon ». Alors que 800 forages maritimes laissent s'échapper des filets — ou des flots — de pétrole. Alors que 5 à 10 % de la production mondiale annuelle d'hydrocarbures se trouve dans la mer.

Il en est de même pour la pollution bactérienne. Pour le Dr Brisou, « voilà des faits indiscutables. La contamination du littoral est amplement établie. Elle suit fidèlement l'accroissement de la densité et de l'activité humaine. »

Mais l'activité humaine est chaque jour plus dangereuse pour la mer. Aux pollutions classiques viennent s'ajouter des pollutions nouvelles dont on ne peut pas mesurer les conséquences : celles des pesticides et, surtout, celles de l'industrie nucléaire. E.d.f. va

→

1830-1848: Le printemps des peuples

On embarrasserait bien des adultes si on leur demandait quels souvenirs scolaires ils ont conservés des événements de 1830 et 1848. On les comblerait en leur montrant, comme le fait Jean Poperen dans « 1830-1848 », le livre que consacre à ces deux révolutions les éditions Martinsart, quels liens unissent ces événements à nos drames actuels. L'étude de Jean Poperen, maître assistant à la Sorbonne et spécialiste de l'Histoire contemporaine, est bien en effet le pivot de ce volume d'une exceptionnelle portée.

Tout juste sortie de l'ancien régime, et déjà trempée du sang de la Grande Révolution, la France de Louis XVIII et de la « Sainte Alliance » est confrontée à ses contradictions. Saisissant tableau que celui brossé par l'auteur de chaque niveau de la société française, de l'Europe et du monde, où tout bouge aussi, parce qu'y couve le ferment de Quatre-vingt-neuf... Entre cette France qui marche et l'immobilisme monarchique, le point de rupture sera vite atteint. Mais l'insurrection, les « Trois Glorieuses », vont, on le sait, se terminer par la République escamotée.

Puis, c'est, de 1830 à 1848, la grande transition révolutionnaire : sociale, politique, à la fois crise de croissance industrielle, grand reclassement sociologique, période où les idéologies comme le socialisme doctrinaire vont surgir de la réalité. Période dominée par la question ouvrière et caractérisée, en France comme ailleurs, par ce parallélisme dramatique entre revendications politiques et aspirations sociales... Le « politique » et le « social », deux questions que nous connaissons bien aujourd'hui, et dont il ne nous est pas indifférent de retrouver les racines !

1830-1848 : la Révolution s'est élargie aux dimensions du monde, mais la France en reste le pôle, le cœur exemplaire.

Ainsi que le souligne Jean-Louis Bory — prix Goncourt, professeur d'Histoire — dans sa préface, la lutte a acquis un autre sens : celui du non à la misère, aussi asservissante que le joug des tyrans. La lutte contre l'exploiteur fera se lever « l'Internationale » des peuples, après la « Marseillaise » de la liberté...

L'éditeur a choisi, pour illustrer ce « printemps des peuples », une œuvre — inédite en France — de l'auteur hongrois Sigmond Moricz. L'aventure s'ouvre à Vienne à l'heure de la chute de Metternich ; la misère des paysans gronde en Hongrie, que la noblesse autrichienne opprime... Le roman tisse avec les aventures d'un « bandit d'honneur », Sandor Rosza, celles d'un pays à l'âme naïve et neuve, en marche vers sa libération.

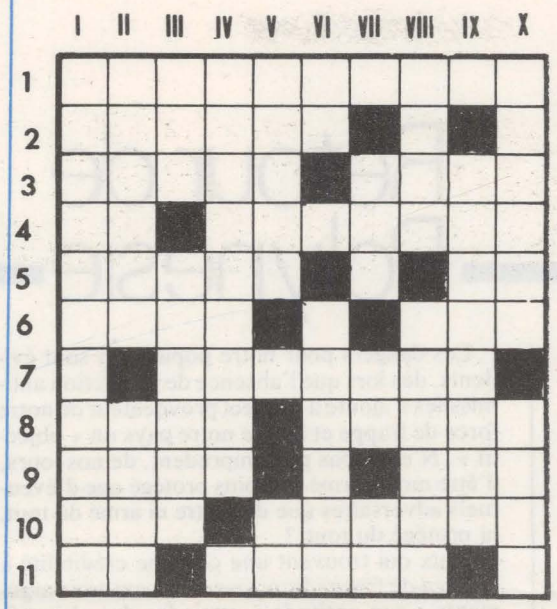
construire ses centrales nucléaires au bord de l'eau : à Martigues, à Port-La-Nouvelle, dans l'Hérault, dans le Gard, en Gironde, en Seine-Maritime. Il y aura les rejets, les accidents toujours possibles. Et surtout les résidus. Où seront immergés les déchets radioactifs des 200 centrales de l'an 2000 ?

Le mois dernier, la municipalité de Beyrouth a accueilli la conférence pour la protection de la Méditerranée contre la pollution, organisée par la Fédération mondiale des villes jumelles. Beyrouth a des égouts qui se déversent directement dans la mer. Il en était de même pour les villes de tous les participants. Alors, on a émis des vœux pieux : une Cour internationale d'arbitrage, une série de condamnations morales. Le gouvernement français n'a rien dit. Rien fait non plus.

Alors, il reste qu'il faut se battre. Pour sauver ce qui peut être sauvé. Ou, si vous êtes riche, vous pouvez vous faire construire une piscine avec vue sur la mer. Pour que vos petits-enfants aient au moins des illusions.

GUY PERRIMOND

Mots croisés



PROBLEME N° 72

HORIZONTALEMENT :

1. Apportent la verdure dans la ville. - 2. Avance suivant l'humeur du moment. - 3. Ne brille pas par son esprit. Transformas. - 4. Grecque inversée. Sous l'écorce. - 5. Bonne pâte. Sur le bureau d'études. - 6. N'avait pas ses yeux dans les poches du pantalon de son patron. Pourrait faire une bonne oratrice. - 7. Porteur d'eau. - 8. Limpide. Rideau de fond. - 9. Doit être chaud, par origine. Sans supplément. - 10. Directions. Appuie encore. - 11. Négation. Ilot de verdure.

VERTICALEMENT :

1. Rassemble des spécialistes de la manipulation. - 2. Rustre. Se tua de chagrin en plongeant. - 3. Doit avoir une gorge régulière. Dans la Loire. - 4. Un jaune parfois en grève. - 5. Sortie. Eblouissait. Ramsès. - 6. Démonstratif. Poirées. - 7. Personne très chère. Terme musical. Constante. - 8. Impressionnée. Venus après. - 9. Sont en vente. - 10. Examinée. Périodes de beau temps.

SOLUTION DU PROBLE N° 71

HORIZONTALEMENT : 1. Proscrites. - 2. A.e.f. Rime. - 3. Réflexions. - 4. Ere. Mets. - 5. Nia. Té. - 6. Sus. Ta. Gin. - 7. Ecoliers. - 8. Usuriers. - 9. Surirait. - 10. Ers. Esse.

VERTICALEMENT : 1. Paresseuse. - 2. Réer. Sur. - 3. Offenseurs. - 4. Cri. - 5. Crématoire. - 6. Rixe. Aléas. - 7. Imita. Iris. - 8. Teos. Geste. - 9. Tir. - 10. Suspension.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

l'unité

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet.

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10 rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetôt.

Retour de Polynésie

Répondant à l'appel des parlementaires polynésiens et en liaison avec le mouvement international Peace Media, Charles Josselin, député socialiste des Côtes-du-Nord, et Louis Besson, député de Savoie, apparenté au groupe socialiste, viennent de participer à l'action entreprise en Polynésie pour empêcher les expériences nucléaires françaises dans le Pacifique. Louis Besson explique ici le sens de cette action.

par Louis Besson

Une bombe chinoise a éclaté la semaine dernière, dans le silence « obligé » de la France officielle qui, aujourd'hui, face à la Chine, et demain, devant d'autres pays, est condamnée à se taire. Et cela du fait même du mauvais exemple qu'elle donne et de l'impossibilité où elle se trouve d'empêcher d'autres nations d'adopter son propre raisonnement disséminateur.

L'action que nous venons de mener dans le Pacifique est l'expression d'une opposition irréductible à un engrenage auquel participe aveuglément notre pays, en dépit de son coût, en dépit des protestations internationales qu'il suscite, en dépit des condamnations dont il est l'objet de la part des plus hautes autorités scientifiques, morales ou religieuses.

Dans cette action, nos motivations étaient tout à la fois diverses et complémentaires, selon que l'on retient les aspects moraux, économiques, sociaux, médicaux ou écologiques, militaires ou politiques du problème posé à chacun de nous en tant que Français.

Nous référant aux aspects moraux, nous nous refusons à admettre un seul instant que notre pays puisse, en quelque circonstance que ce soit, utiliser l'arme nucléaire. Depuis la tragédie d'Hiroshima, dont les conséquences sont bien connues, aucune circonstance atténuante ne pourrait être admise pour le chef d'Etat qui, le premier, accomplirait ce monstrueux crime de guerre, digne d'une réprobation sans commune mesure avec celle qui conduisit les chefs nazis à Nuremberg.

Nous référant aux aspects médicaux ou écologiques, il existe de beaucoup trop graves incertitudes pour que nous puissions ne pas tenir compte des craintes qui ont motivé, il y a 10 ans, la démarche des signataires du traité interdisant les essais dans l'atmosphère.

Nous référant à l'aspect social et financier du problème, comment admettre d'en payer le prix que nous savons — ou plutôt que nous déterminons par divers recoupements, puisque, sur ce point, l'information n'est pas le souci premier du gouvernement ? Comment admettre donc, d'en payer le prix quand existent en France et dans le monde, tant de cas sociaux, individuels ou collectifs, tant de besoins et tant de misères ?

Nous référant enfin aux aspects militaires ou politiques, comment ne pas percevoir que notre construction d'une défense nucléaire présente de graves dangers pour notre population, repose sur un contestable espoir de dissuasion, bloque tout débat de fond sur les problèmes de sécurité dans le dernier quart de ce siècle comme sur la recherche de nouvelles formes de défense, compromet enfin la place de notre pays dans le monde ?

Les dangers pour notre population sont évidents, dès lors que l'absence de protection anti-missiles s'ajoute à l'aspect provocateur de notre force de frappe et fait de notre pays un « objectif ». N'est-il pas plus imprudent, de nos jours, d'être moins armé et moins protégé que d'éventuels adversaires que de n'être ni armé du tout, ni protégé du tout ?

Ceux qui trouvent une certaine crédibilité à la force de frappe française avancent trois arguments : son aptitude à atteindre des objectifs « rentables » — entendez par là des secteurs ennemis à forte concentration de population civile — les possibilités qu'elle nous donnerait en cas de conflit européen, la vulnérabilité toute relative des super-Grands depuis leur accord de mai 1972 sur la limitation de leur protection anti-missiles. Ces arguments sont un triple défi à la raison, aux efforts de construction européenne et à la vie.

Qui ne voit la profonde évolution intervenue dans la nature des conflits et dans la nature des moyens modernes de destruction ? De plus en plus, les conflits résultent de tensions nées elles-mêmes d'inégalités insupportables entre les pays, entre les ethnies, voire entre les classes sociales d'un même pays. A ce type de conflit, il n'y a qu'une parade : la lutte pour la justice et pour le développement de tous. La puissance destructrice des engins thermonucléaires interdit toute comparaison avec des situations passées et leur fabrication ne peut s'inscrire dans un simple processus de modernisation de nos moyens de défense. Leur utilisation éventuelle échappe à tout schéma classique que ne peuvent, en tout cas, admettre nos consciences d'hommes. Comme le montre très bien le général de Bollardière, des voies nouvelles sont à emprunter pour trouver, dans un certain nombre de formes de résistance, une dissuasion d'un tout autre ordre, dont l'efficacité ne peut être négligée.

Enfin, nous interrogeant sur la place de notre pays dans le monde, on peut bien voir que, par delà les critiques dont la France est l'objet en raison de ses essais nucléaires, se trouve posé pour elle le choix d'un rôle à tenir. La France doit-elle s'épuiser indéfiniment pour demeurer le plus petit des Grands ou doit-elle, au contraire, par des objectifs nouveaux et des solidarités nouvelles, s'affirmer comme l'un des premiers parmi les « non-Grands » ?

En partant à dix en Polynésie, avec parmi nous un pasteur, un grand militaire, deux prêtres et quatre parlementaires d'horizons politiques différents, nous avions conscience d'exprimer vis-à-vis de la bombe la réprobation que partage la grande majorité de nos concitoyens.

Après le mépris avec lequel ont été accueillies au Parlement les protestations de nos collègues Téariki, puis Sanford, nous avions aussi la conviction qu'il fallait rouvrir le débat sur ce domaine ultra-réservé et qui, pourtant, nous concerne si directement.

Nous avons le sentiment d'y être parvenus là-bas, sur place, sur un territoire dont l'économie brute profite de la bombe et où, malgré tout, nous avons été reçus par de larges couches de la population comme les représentants d'une France fidèle à ses traditions culturelles et spirituelles et attachée à la paix.

Ce que nous avons réussi en Polynésie, il nous reste à l'obtenir en France en amplifiant notre action.

